Prolétaires de tous les pays, UNISSEZ-VOUS !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel n° 403 • Juillet-août 2009 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2$ can.

Partis de gauche et syndicats

SONT TOUS DES ENNEMIS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Ces derniers temps, la bourgeoisie a tenté d'inoculer un fort sentiment d'impuissance dans les rangs ouvriers. L'abstention record des dernières élections européennes, la déroute de la gauche, la faiblesse de la mobilisation lors de la dernière journée d'action syndicale du 13 juin, sont autant d'événements que la classe dominante a exploités à plein pour marteler son message propagandiste : *"Vous, les ouvriers, vous êtes incapables de peser sur les choix politiques actuels et à venir. Vous êtes impuissants face aux attaques qui aujourd'hui pleuvent sur vos têtes"*. Cette stratégie a, à court terme, fonctionné en partie. Il y a très ponctuellement, en ce début d'été, un certain déboussolement du prolétariat. Mais en réalité, il s'agit là d'une victoire de la bourgeoisie à la Pyrrhus.

Contrairement à ce qu'elle laisse transparaître dans ses discours, le peu d'intérêt qu'a suscité le cirque électoral des européennes inquiète la bourgeoisie. En effet, les élections sont toujours un moment privilégié pour faire croire aux ouvriers qu'ils ont la possibilité de choisir leur avenir, qu'ils ont le pouvoir de défendre leurs intérêts en glissant leur bulletin dans l'urne [1].

Or, justement, le niveau record d'abstention de ces dernières élections (près de 60 %) révèle que la mystification électorale a du plomb dans l'aile. Depuis des générations, les ouvriers sont baladés d'une alternance à l'autre, d'un gouvernement de droite à un gouvernement de gauche, et pourtant ils sont toujours confrontés à la même politique anti-ouvrière, à la même inexorable et continuelle dégradation de leurs conditions de vie.

C'est pourquoi aussi le recul prononcé de la gauche n'est pas une défaite de la classe ouvrière, bien au contraire ! Dans toute l'Europe, les partis sociaux-démocrates ont obtenu des scores extrêmement faibles. Pourquoi ? Une partie grandissante de la classe ouvrière ne croit plus en ces partis pour la défendre. Les travailleurs ont expérimenté la gauche au pouvoir et ils savent qu'elle orchestre aussi bien que la droite, voire mieux, les attaques contre leurs conditions de vie.

Cette perte croissante d'illusions pose un problème à la classe dominante. Les partis de gauche ont pour mission principale d'encadrer idéologiquement la classe ouvrière et de la pousser, soumise et atomisée, dans l'isoloir [2]. C'est pour cette raison qu'au lendemain de cette élection, une véritable entreprise de culpabilisation des ouvriers a été mise en œuvre dans les médias. On a ainsi pu lire et relire dans la presse, et même sur le site officiel de l'Union européenne, que l'abstention avait profité à la montée des partis "populistes" et d'extrême-droite dans le parlement européen. Et de façon générale que, si la droite est à présent ultra-majoritaire, c'est la faute aux "couches populaires" qui ne se sont pas mobilisées sur le terrain électoral. En effet, on a vu en France une abstention de plus de 70 % dans les quartiers ouvriers, alors que l'électorat de droite s'est montré globalement beaucoup plus "citoyen". *"La droite a la main au moment même où sévit une crise historique du capitalisme"*, s'est écrié le Parti de gauche [3].

Et c'est pourtant justement bien là que le bât blesse pour la classe dominante. Car les ravages que provoque la crise économique dans les rangs ouvriers les amènent non pas à se mobiliser dans les urnes mais dans la rue, sur un terrain de classe, ce qui ouvre une toute autre perspective.

• Il en va exactement de même des journées d'action syndicales comme celle du 13 juin. Les journaux se sont tous répandus sur "la faiblesse de la participation", insistant lourdement sur l'incapacité des travailleurs à se mobiliser. Tout avait été fait pour cela. Il s'agissait de la cinquième journée d'action à répétition en quelques mois. En janvier, le mécontentement social était énorme, la situation était explosive. Au niveau international, après les luttes en Grèce, les ouvriers des Antilles prenaient le relais. Les syndicats ont alors temporisé pour maîtriser la situation, ils ont égréné les journées de lutte en les espaçant de plusieurs semaines chaque fois. Alors que le nombre de participants était "historique" au cœur de l'hiver, la mobilisation a décliné progressivement. La journée du 13 juin devait venir parachever ce travail de sabotage en étant une véritable "mobilisation enterrement". D'ailleurs, les syndicats ont fait très peu de pub pour cette journée dans les entreprises ou les administrations, très peu d'appels et de tracts ont circulé. Et la bourgeoisie a réussi son coup : il n'y avait effectivement personne, ou presque, dans les rues ce jour-là. Ponctuellement donc, elle a pu dire aux ouvriers qu'ils étaient incapables de lutter. Mais que se cache-t-il vraiment derrière cette absence de mobilisation ? Un manque de combativité ? Des illusions sur l'avenir ? Pas vraiment. Les ouvriers sont surtout très circonspects envers l'efficacité des méthodes syndicales. Même s'il n'y a pas aujourd'hui une véritable méfiance en direction des syndicats, ceux-ci sont loin d'entraîner l'adhésion massive des travailleurs.

La bourgeoisie tente de nous présenter l'abstentionnisme, le recul de la gauche et la faiblesse de la mobilisation derrière les syndicats comme des preuves de l'impuissance de la classe ouvrière. Il n'en est rien ! Il s'agit au contraire d'éléments encourageants et nécessaires qui témoignent de l'usure relative de ces armes de la bourgeoisie contre le prolétariat. Même si la classe dominante tente de profiter du déboussolement momentané de la classe ouvrière, le piège qu'elle tend ainsi aux prolétaires n'est qu'un rideau de fumée. Car, avec la faillite du capitalisme qui saute aux yeux de tous et alors que la classe ouvrière tend à développer partout son combat, l'Etat bourgeois va devoir s'appuyer de façon croissante sur ses défenseurs "sociaux" patentés, partis de gauche, d'extrême gauche et syndicats pour œuvrer à stériliser la réflexion et la prise de conscience.

Mulan (4 juillet)

1) Lire notre brochure *Les élections contre la classe ouvrière*.

2) C'est d'ailleurs pour cela qu'en France, où le PS accuse particulièrement le coup depuis plusieurs années et laisse une brèche "sociale" très importante, se sont créés le Parti de gauche et le Nouveau parti anticapitaliste, afin d'encadrer et de tromper de façon "crédible" les ouvriers.

3) Déclaration nationale du Parti de gauche du 14 juin 2009.

IRAN

Manifestations massives

"TANKS, BALLES, GARDES : RIEN NE PEUT NOUS ARRÊTER"

Nous publions ci-dessous la traduction d'une courte prise de position sur les événements qui frappent actuellement l'Iran, prise de position réalisée par *Dünya Devrimi* [1], organe de presse du CCI en Turquie, et publiée en langue anglaise dès le 16 juin sur notre site.

Al-Jazeera a bruyamment proclamé que les protestations en Iran constituent le "le plus grand trouble depuis la révolution de 1979". Ces "protestations", qui ont débuté dans Téhéran le samedi 13 juin, sont, au fur et à mesure des annonces de résultats, devenues de plus en plus violentes. Dans trois universités de Téhéran, les manifestations ont rapidement été confrontées à la répression, et les protestataires ont attaqué la police et des gardiens de la révolution. La police a isolé les emplacements importants et, à leur tour, les protestataires ont attaqué des magasins, des bureaux du gouvernement, des commissariats de police, des véhicules de police, des stations-service et des banques. Des rumeurs sortant de Téhéran suggéraient que quatre personnes ou plus étaient déjà mortes. L'Etat a également réagi en arrêtant quatre éminentes "figures anti-gouvernementales" et, plus important, en interrompant le réseau Internet qui avait été utilisé, par l'intermédiaire des messageries SMS et des sites Web, pour organiser les manifestations. Les journalistes occidentaux ont dit que "Téhéran ressemblait déjà presque à une zone de guerre".

Que les gens ne soient pas satisfaits avec ce que la société a à leur offrir et qu'il y ait une volonté croissante de lutter est une chose très claire, non seulement au vu de ces événements, mais également à celui des luttes récentes en Grèce, en Egypte ou en France. Le simple fait de tourner les pages des journaux nous montre que la classe ouvrière est en train de retrouver sa volonté de lutter malgré les craintes provoquées par la brutalité de la crise économique.

Cependant, les communistes ne doivent pas se contenter de simplement encourager de loin les luttes. Il est nécessaire d'analyser, d'expliquer et de proposer une perspective. Jusqu'à présent, ce mouvement est d'un caractère très différent de celui de 1979. Dans les luttes qui ont conduit à la "révolution islamique", la classe ouvrière a joué un rôle énorme. D'après tous les discours des gens dans les rues qui renversaient le régime, ce qui était clair en 1979 était que les grèves des ouvriers iraniens étaient l'élément politique majeur qui conduisait au renversement du régime du Shah. En dépit des mobilisations massives, quand le mouvement "populaire", regroupant presque toutes les couches opprimées en Iran, a commencé à s'épuiser, l'entrée en lutte du prolétariat iranien au début d'octobre 1978, particulièrement dans le secteur pétrolier, a non seulement ravivé l'agitation, mais a posé un problème pratiquement insoluble pour le capital national, en l'absence d'un remplacement possible de la vieille équipe gouvernementale. La répression a été suffisante pour provoquer le retrait des petits négociants, des étudiants et des sans travail, mais elle a prouvé qu'elle était une arme inefficace de la bourgeoisie lorsqu'elle est confrontée à la paralysie économique provoquée par les grèves des ouvriers.

Ce n'est pas pour dire que le mouvement en cours ne peut pas se développer et ne peut pas entraîner la classe ouvrière en tant que classe dans la lutte. La classe ouvrière en Iran a été particulièrement combative ces dernières

(suite page 5)

1) Lire notre article "Salut aux nouvelles sections du CCI aux Philippines et en Turquie!" sur notre site Internet (http :// fr.internationalism.org/icconline/2009/philippines-turquie).

1 02485-0404 1,30 E

PRE-VISUALISATION OFFSET

Dans ce numéro

Le capitalisme tue

Début juin, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, publiait le rapport *Réduction des risques de catastrophes : bilan mondial 2009*. Ce document met en évidence l'accroissement des risques face à la dégradation continue de l'environnement, du réchauffement climatique et de l'urbanisation anarchique dans certaines régions du globe.

Entre 1975 et 2008, 8866 catastrophes naturelles ont tué 2 284 000 personnes dans le monde. Le nombre de victimes d'inondations ou de tempêtes est passé, depuis 30 ans, de 740 millions à 2,5 milliards de personnes.

En 2008, plus de 300 catastrophes naturelles ont fait 236 000 morts et touché directement plus de 200 millions de personnes, selon les chiffres de l'ONU qui appelle, dans un grand élan de "solidarité" internationale, tous les gouvernements à "lutter" plus efficacement contre les risques "sous-jacents" de ces évènements. "*Nous savons tous que les pauvres et les pays en développement sont ceux qui souffrent le plus des catastrophes, et les trois-quarts de ceux qui périssent à la suite d'inondations se trouvent dans trois pays asiatiques : Bangladesh, Chine et Inde*", analyse Ban Ki-moon.

De plus, si les pays arabes subissent moins le contre-coup de ces catastrophes naturelles parce qu'ils y sont moins exposés actuellement, la montée des eaux des océans menace directement, et à brève échéance, Bahreïn, l'Egypte et Djibouti. Et les autres pays arabes, qui ne sont pas menacés par la mer, le sont par la sécheresse.

L'impact écologique et économique du réchauffement climatique tue d'ores et déjà. Et même beaucoup. Un rapport rendu public par le "Forum humanitaire mondial", fondation présidée par l'ancien secrétaire général des Nations-Unies, Kofi Annan, resitue la problématique du réchauffement climatique mondial. Car il ne s'agit pas seulement d'une menace future très sérieuse annonçant 250 millions de "réfugiés climatiques" à l'horizon 2050, mais d'une crise contemporaine majeure tuant actuellement 300 000 personnes par an dans le monde !

Plus de la moitié des 300 000 décès recensés sont provoqués par la malnutrition. Ensuite viennent les problèmes de santé, car le réchauffement climatique favorise la propagation de nombreuses maladies. Ainsi, dix millions de nouveaux cas de paludisme entraînant 55 000 morts ont été identifiés. Ces victimes vont s'ajouter aux 3 millions de personnes qui meurent chaque année de cette maladie. Bien entendu, la population des pays pauvres est là encore la plus touchée, car c'est aussi pour elle que l'accès aux médicaments est forcément le plus réduit.

L'élévation de la température, telle qu'elle est constatée par tous les scientifiques sérieux, a un impact direct sur les rendements agricoles et l'accès à l'eau, et en conséquence sur la pauvreté. La dégradation sévère de l'environnement, ainsi que les dérèglements climatiques qui en découlent (inondations, tempêtes, cyclones…) affectent directement au moins 325 millions de personnes par an, soit un vingtième de la population mondiale, et tout particulièrement celles qui vivent dans les pays les plus pauvres.

Les experts s'attendent à ce que ces chiffres soient encore multipliés par deux au cours des vingt prochaines années, annonçant la plus grave crise humanitaire de l'histoire de l'humanité.

Face à cette catastrophe annoncée, que fait réellement la bourgeoise ? L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), organisme pourtant coutumière de l'optimisme forcené et du mensonge propagandiste du "ça ira mieux demain", doit pourtant avouer elle même qu'un-tiers au moins des programmes financés dans le cadre de l'aide publique au développement n'aboutiront pas, alors que le "Forum humanitaire mondial" estime dans le même temps qu'il faudrait multiplier par cent l'argent consacré au développement pour contrer les prévisions les plus sombres !

Résultats : les nouvelles projections, en cours d'édition dans le *Journal of Climate* de *l'American Meteorological Society Journal*, font état d'une augmentation de la moyenne des températures à l'échelle du globe de 5,2 °C pour l'an 2100, avec un taux de probabilité de 90 %, ce qui contribuerait à élever le niveau de la mer de près d'un mètre !

En 2003, la même étude, mais basée sur des moyens moins développés, ne prévoyait qu'une hausse moyenne des températures de 2,4 °C. Cette différence d'estimation montre à quel point la classe dominante, tout en s'efforçant de "modéliser" l'avenir de son navire en perdition, navigue totalement à vue. Elle a beau appeler les Etats à la mise en place de plans d'action, sa logique irrationnelle ne peut que pousser à toujours plus de destruction.

Ainsi, alors que de nouvelles négociations se sont ouvertes à l'ONU pour l'après-Kyoto, un rapport de "Christian Aid" estimait que 182 millions d'êtres humains allaient mourir en Afrique d'ici 2100 des causes directes du changement climatique.

Face à de telles perspectives, et devant son impuissance à régler le problème, la bourgeoisie a recours à la culpabilisation de la population et à celle des travailleurs. On nous ressort donc à qui mieux mieux que le réchauffement global a été majoritairement provoqué par le train de vie des pays développés. En effet, les calculs effectués par les scientifiques appointés du capitalisme nous démontrent qu'un Occidental consomme onze fois plus d'énergie qu'un habitant de pays du Sud, et que la moitié des rejets de CO^2 sont produits par les pays du Nord (24 % du total mondial pour les Etats-Unis, 10 % pour la zone euro). Donc, les ouvriers des pays développés devraient rester ou devenir pauvres afin de préserver la planète et, au lieu de penser à se battre contre leurs exploiteurs, se laver les dents avec l'eau qui a fait cuire les pâtes ou encore se laver à dix dans le même bain. Nous savons que même une telle situation est un luxe incroyable par rapport à celle que connaissent des milliards d'êtres humains de par le monde. Mais c'est justement ce qui est parfaitement écœurant dans la propagande capitaliste, une propagande qui voudrait que l'état de misère et d'horreur que vit une grande majorité des individus de la planète soit le lot de tous.

La classe exploitée n'a pas d'autre choix que de développer ses luttes pour sauver la planète et mettre fin à l'incurie d'un système qui est devenu une véritable catastrophe sociale pour l'humanité.

Il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise la planète !

Damien (27 juin)

Expulsion des travailleurs sans-papiers à la Bourse du travail

La CGT pire que les CRS

Le jeudi 25 juin, une centaine de familles de sans-papiers ont été expulsées de force de la Bourse du travail, à Paris, gazées et jetées à la rue comme des chiens par des hommes cagoulés, armés de barres de fer et de bombes lacrymogènes. Qui étaient ces hommes ? Des CRS ? Des commandos lepénistes ? Non. Des nervis de la CGT !

Cette centrale syndicale qui, à en croire ses discours, ne vit que pour défendre l'ouvrier, la veuve et l'orphelin, n'a en effet pas hésité à envoyer ses hommes de main déloger *manu militari* ces ouvriers sur-exploités, sans logement, exécutant des petits boulots de misère et réduits à survivre depuis des mois, eux et leurs familles, dans les couloirs des locaux de la Bourse du travail.

En fait, ces travailleurs et leurs familles occupaient ce bâtiment depuis le 2 mai 2008, habituellement lieu de réunion de la CGT appartenant à la Mairie de Paris. Ils n'y étaient pas venus par hasard mais par pure nécessité de survie après la magouille entreprise se conjointement, en avril 2008, par le gouvernement, la gauche et les syndicats pour ficher et expulser un maximum de travailleurs clandestins [1]. A cette époque, la CGT avait poussé des milliers de travailleurs clandestins à se mettre en grève, non pas comme proclamé officiellement pour défendre des conditions de travail intolérables, mais afin de pouvoir les faire repérer et ficher plus facilement. Tout avait été organisé à l'avance et négocié en secret avec le gouvernement. En tout et pour tout, 800 dossiers ont été régularisés, dossiers concernant presque tous des encartés cégétistes. Pour les milliers d'autres, leur identité maintenant connue en préfecture, ils étaient tout simplement destinés à être expulsés et à remplir les charters des 23 000 expulsions annuelles des lois Hortefeux. Parmi eux, un certain nombre se sentant particulièrement humiliés et trompés par la CGT, sans ressources et sans perspectives, sont alors venus avec leur famille occuper les locaux de ce syndicat. Attitude bien évidemment inadmissible pour ce syndicat.

Le communiqué lapidaire de la CGT, tombé le jour de l'expulsion en milieu d'après midi, révèle le peu de cas qu'elle fait de ces quelques familles ouvrières : "*Les syndicats CGT de Paris ont contribué à mettre un terme à l'occupation*". Point barre. Autrement dit, pour la CGT, il n'y avait aucune raison de parler de cet "épisode", il valait mieux le passer sous silence. Et pour cause ! Mais devant le battage et l'émotion suscités par cette ignoble politique, la CGT a finalement été contrainte de s'expliquer en tentant de justifier l'injustifiable. Anne Leloarer, membre du bureau départemental de la CGT, y est alors allée de son petit couplet empoisonné : "*Franchement, on s'est démené pour eux* (sic !)*, mais c'était de plus en plus inacceptable. Ces gens-là* (re-sic !) *n'ont jamais rien voulu comprendre. Ils avaient décidé qu'ils resteraient là, hébergés à la Bourse du travail"*. Voilà bien des propos aussi méprisants que nauséabonds.

Il n'est pas nécessaire que Sarkozy fasse appel à ses forces de répression, la CGT réagit plus vite et tape plus fort. Et il n'y a ici rien d'étonnant, c'est la simple continuité de la pratique anti-ouvrière et répressive de la CGT depuis des décennies [2]. Ce syndicat n'en est en effet pas à son coup d'essai. Déjà, en 2007, la CGT avait procédé exactement de la même manière en expulsant là-aussi des immigrés qui occupaient "ses" locaux [3]. Et les jeunes générations d'aujourd'hui ne savent peut-être pas qu'en 1981, le PCF, à l'époque sous la direction de Marchais, et son syndicat la CGT, faisaient donner du bulldozer contre des ouvriers de nationalité malienne réfugiés dans un foyer Sonacotra à Vitry-sur-Seine !

Les familles ouvrières jetées de force sur les trottoirs ont bien compris le sens de ce qui leur arrivait puisque immédiatement après ils criaient tous ensemble : "CGT, Hortefeux, même patron, même combat !". Ces familles expulsées, balancées à la rue, ce sont nos familles, ce sont celles de toute la classe ouvrière. Nous sommes tous des ouvriers susceptibles de nous retrouver jetés à la rue, sans travail et sans logement. Et comme à la Bourse du travail aujourd'hui, et à Vitry hier, "français" ou immigrés, tous les ouvriers auront à faire face aux méthodes musclées de la CGT et des autres syndicats.

Rossi (2 juillet)

1) Lire notre article "Mouvement des travailleurs sans papiers : pour expulser, le gouvernement peut compter sur les syndicats et la gauche" (http ://fr.internationalism.org/book/export/html/3422), *Révolution internationale* n° 391, juin 2008.

2) Il n'est pas davantage surprenant qu'une organisation qui prétend elle aussi agir au nom "des travailleurs", comme "Lutte ouvrière" vole au secours de la CGT pour justifier son action "coup de poing". Dans son édition du 3 juillet, l'article "Certains oublient que les adversaires sont Besson et Sarkozy" s'en prend à tous ceux qui dénoncent haineusement la CGT comme auxiliaire armé de Hortefeux. L'article met notamment en avant que *"Ces insultes sont inacceptables alors que des centaines de militants de la CGT ont souvent été en première ligne pour défendre le droit des travailleurs immigrés avec ou sans papiers".* Il faudra se souvenir, dans le développement des prochaines luttes, que dans l'opposition irrémédiable entre les flics syndicaux et la lutte des prolétaires contre leurs conditions d'exploitation, LO a démontré ouvertement quel camp elle défendait.

3) Voir "Quand les syndicats expulsent les sans-papiers", *Révolution internationale* n° 379, mai 2007.

L'odieux chantage de la bourgeoisie au licenciement et au travail gratuit

La bourgeoisie ne peut faire autrement que de faire payer à la classe ouvrière le prix fort de la crise économique de son système. Mais aujourd'hui, la situation est telle qu'elle ne peut même plus s'en cacher : ainsi se multiplient les déclarations de grandes sociétés qui annoncent à leurs employés ou à une partie d'entre eux, comme les cadres, qu'ils vont devoir accepter de diminuer leurs salaires (c'est le cas du fabricant d'ampoules Osram en Alsace ou du loueur Hertz qui "propose" une diminution de 5 à 7,5 % selon le statut pendant trois mois, ou de HP qui fixe le barème à 2,5 % pour les non-cadres et 5 % pour les cadres, cette fois-ci sans limite dans le temps). Pire, se multiplient les propositions de travailler quelque temps gratuitement, comme chez British Airways, ou encore d'offrir des jours de "RTT" pour financer le chômage partiel des ouvriers (Renault). Tous ces sacrifices sont demandés au nom d'un odieux chantage : ils permettraient, selon leurs dirigeants, de sauver les emplois, voire de sauver ces entreprises de la faillite.

Les juristes se succèdent dans les colonnes des grands quotidiens pour confirmer que la pratique est parfaitement légale tant qu'elle repose sur l'accord du salarié. Un accord qui ne doit pas être trop difficile à obtenir quand on le fait reposer sur la déchirante alternative "c'est ça ou la porte".

En général, ces annonces s'accompagnent de celles de grands "plans sociaux" dont la remise en cause est totalement exclue, que les employés acceptent ou non de travailler sans être payés : Hertz va renvoyer 4000 ouvriers chez eux, HP envisage 15 000 suppressions de postes sur deux ans, rien qu'en Europe.

À quoi va donc alors servir ce "sacrifice" ? À limiter les dégâts ou surmonter les difficultés de l'entreprise ? Certainement pas ! Il suffit de se replonger quelques années en arrière pour se rendre compte qu'il n'en sera rien : pour ne citer qu'un seul exemple parmi les plus récents, les 1200 ouvriers de Continental à Clairoix, les fameux "Conti", viennent d'en faire l'amère expérience, eux qui, fin 2007, acceptaient de repasser à 40 heures et de travailler les jours fériés sans augmentation de salaire pour "sauver l'entreprise" ont été mis, dix-huit mois plus tard, devant le fait accompli de la fermeture programmée de l'usine. Bref, la vraie alternative proposée par la bourgeoisie est : "être viré tout de suite ou travailler gratuitement aujourd'hui… pour être viré demain" !

Ces mesures sont déjà en elle-mêmes totalement intolérables et inacceptables : subir des conditions d'exploitation pires que du temps de l'esclavage, qui au moins garantissait à l'esclave le gîte et le couvert. Aujourd'hui, le capitalisme en crise tente de forcer de plus en plus de prolétaires à trimer gratuitement pour un patron qui leur impose déjà des salaires de misère pour faire vivre leur famille tout en les plaçant sous la menace constante du licenciement du jour au lendemain, Et pour couronner le tout, la bourgeoisie saupoudre ce sommet de l'exploitation de son incomparable cynisme en n'hésitant pas à "donner l'exemple", à l'instar du PDG de British Airways et de son directeur financier, qui travailleront gratuitement pendant un mois ou du PDG d'HP, qui réduit son salaire de 20 %. Comme si exploiteurs et exploités étaient dans le même bateau avec les mêmes intérêts à défendre, et comme si le salaire d'un ouvrier qui survit au jour le jour, quand bien même il est payé tous les mois, était comparable à celui d'un patron, qui par ailleurs touche stock-options et autres bonus. Tout cela est absolument répugnant et révoltant.

GD (3 juillet)

GRÈVES EN ANGLETERRE

Les ouvriers du bâtiment au centre de la lutte

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article réalisé par *World Revolution*, organe de presse du CCI en Grande-Bretagne.

On nous dit tous les jours que nous devons nous serrer la ceinture, accepter les suppressions de poste, les diminutions de salaire et de pension de retraite, pour le bien de l'économie nationale, pour l'aider à faire face à la récession qui s'approfondit. L'idée de lutter contre ces attaques incessantes se heurte à la peur terrible du chômage et à la campagne médiatique sans fin qui nous dit que la lutte ne peut empêcher nos conditions de vie et de travail d'empirer.

Mais, dans les premières semaines de juin, un événement est venu clairement démontrer que le poids de la passivité et de la peur n'était pas une fatalité. Les travailleurs du métro londonien ont fait grève pour défendre 1000 emplois menacés. Les ouvriers de la Poste à Londres et en Ecosse ont lancé des luttes contre les licenciements, les contrats rompus et les suppressions de postes. Et surtout, au même moment, 900 travailleurs du bâtiment de la raffinerie de Lindsey arrêtaient le travail par solidarité avec 51 de leurs camarades qui étaient licenciés. Cette lutte a explosé dans une série de grèves sauvages par solidarité dans les plus grands sites de construction du secteur énergétique en Grande-Bretagne, quand Total a jeté 640 grévistes le 19 juin. Ces luttes montrent que nous ne devons pas accepter notre "destin".

Le nationalisme contre les ouvriers et les ouvriers contre le nationalisme

Au début de l'année, les ouvriers de la raffinerie de Lindsey avaient été au cœur d'une vague semblable de grèves sauvages, à propos de licenciements d'ouvriers sur le site. Cette lutte, à ses débuts, était freinée par le poids du nationalisme, symbolisé par le slogan : "Des jobs anglais pour les ouvriers anglais !" et par l'apparition de drapeaux de l'Union Jack dans les piquets de grève. Quelques-uns des ouvriers en grève disaient qu'on ne devait pas employer d'ouvriers étrangers alors que les ouvriers anglais étaient licenciés. La classe dominante a utilisé ces idées nationalistes à plein, exagérant leur impact et en présentant cette grève comme étant dirigée contre les ouvriers italiens et polonais employés sur le site. Cependant, soudainement et de façon imprévisible, il a été mis fin à cette grève quand ont commencé à apparaître des banderoles appelant les ouvriers portugais et italiens à rejoindre la lutte, affirmant : "Ouvriers du monde entier, unissez-vous !" et que les ouvriers polonais du bâtiment ont rejoint les grèves sauvages à Plymouth. Au lieu d'une défaite ouvrière longuement préparée, avec des tensions croissantes entre ouvriers de différents pays, les ouvriers de Lindsey ont obtenu 101 emplois de plus, les ouvriers portugais et italiens gardant leur emploi, gagné l'assurance qu'aucun ouvrier ne serait licencié et sont rentrés unis au travail.

La nouvelle vague de luttes, s'appuyant sur cette bonne dynamique, a pu éclater sur une base d'emblée beaucoup plus claire : solidarité avec les 51 ouvriers licenciés. Au même moment, un autre employeur embauchait des ouvriers. Les ouvriers licenciés ont été avertis qu'on n'avait plus besoin d'eux par des *post-it* sur leur carte de pointage ! Cela a suscité une réponse immédiate de la part de centaines d'ouvriers, arrêtant le travail par solidarité. Il y avait le sentiment que ces ouvriers étaient attaqués à cause du rôle qu'ils avaient joué dans la grève précédente. Le 19 juin, Total, le propriétaire du site, prenait la mesure inattendue de licencier 640 grévistes. Il y avait déjà eu des grèves de solidarité dans d'autres usines, mais avec ces annonces de nouveaux licenciements, des grèves ont éclaté dans tout le pays. *"Environ 1200 ouvriers en colère se rassemblaient aux principales entrées hier, agitant des panneaux qui fustigeaient... les patrons cupides. Des ouvriers des centrales électriques, des raffineries, des usines dans le Cheshire, le Yorkshire, le Nottinghamshire, l'Oxfordshire, en Galles du Sud et Teesside arrêtaient le travail pour montrer leur solidarité"* (*The Independent* du 20 juin). Le *Times* rapportait *"qu'il y avait aussi des signes que la grève s'étendait à l'industrie nucléaire, puisque EDF Energy disait que les ouvriers contractuels du réacteur de Hickley Point dans le Somerset avaient arrêté le travail"*.

Les journaux de droite tels que le *Times* et le *Daily Telegraph* qui, d'habitude, utilisent à plein ce genre de sentiments, n'en faisaient aucune mention et se concentraient plutôt sur l'action engagée par Total et le danger que ces luttes ne s'étendent. La classe dominante est extrêmement préoccupée par cette lutte, justement parce qu'elle ne peut pas la dévoyer si facilement dans une campagne nationaliste. Elle a peur qu'elle puisse s'étendre à tout le secteur de la construction en général et peut-être même au-delà. Les ouvriers peuvent voir que si Total arrive à licencier des ouvriers en grève, d'autres patrons prendront la suite. La question de la grève est clairement posée comme une question de classe, qui concerne tous les travailleurs.

La vision de la solidarité avec les travailleurs étrangers confirme la nature de classe évidente de cette lutte. Comme le dit clairement un ouvrier licencié : *"Total réalisera bientôt qu'ils ont libéré un monstre. C'est honteux que cela soit arrivé sans aucune consultation. C'est aussi illégal et ça me rend malade. S'ils (Total) s'en tirent, le reste de l'industrie s'écroulera et fera du dégraissage. Les travailleurs seront décimés et les ouvriers non qualifiés étrangers seront embauchés au moindre coût, traités comme de la merde et renvoyés quand le travail sera fini. Il y a une sérieuse possibilité que l'électricité soit coupée à cause de cela. Nous ne pouvons pas rester passifs et voir des ouvriers jetés comme des habits sales"* (*The Independent* du 20 juin).

Cette indignation des ouvriers est celle de toute la classe ouvrière. Pas seulement à cause de ce que fait Total, mais de toutes les autres attaques qu'ils subissent ou voient. Des millions d'ouvriers sont en train d'être jetés comme des déchets par la classe dominante. Les patrons s'attendent à ce que les ouvriers acceptent des réductions de salaire ou même travaillent gratis et qu'ils en soient contents ! Le mépris de Total est celui de toute la bourgeoisie.

La nécessité d'une lutte commune

Quoiqu'il arrive dans les prochains jours, cette lutte a démontré que les ouvriers n'ont pas à accepter les attaques, qu'ils peuvent résister. Plus que cela, ils ont vu que la seule façon de nous défendre nous-mêmes est de nous défendre les uns les autres. Pour la deuxième fois cette année, nous avons vu des grèves sauvages de solidarité. Il y a des rapports qui disent que les grèves de Lindsey ont envoyé des piquets volants au Pays de Galles et en Ecosse. Il y a des sites de construction dans tout le pays, en particulier dans la capitale, où les sites olympiques regroupent un grand nombre d'ouvriers de plusieurs nationalités. Envoyer des délégations sur ces sites, appelant à l'action solidaire, serait le message le plus clair que c'est une question qui concerne le futur de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines. Les ouvriers de la poste et du métro de Londres essaient aussi de se défendre contre des attaques similaires et ont tout intérêt à former un front commun.

Le vieux slogan du mouvement ouvrier – travailleurs du monde entier, unissez-vous ! –, est souvent tourné en ridicule par les patrons qui ne peuvent pas voir plus loin que leurs intérêts nationaux. Mais la crise mondiale de leur système rend de plus en plus évident le fait que les ouvriers ont les mêmes intérêts partout : chercher à s'unir pour défendre leurs conditions de vie et mettre en avant la perspective d'une autre forme de société, basée sur la solidarité à l'échelle mondiale et la coopération.

Phil. (21 juin)

CHINE ET BANGLADESH

Des milliers d'ouvriers en grève

Aux quatre coins de la planète, la classe ouvrière subit des conditions d'exploitation et de misère de plus en plus insoutenables. Et dans les pays que la bourgeoise nomme hypocritement "émergents", les ouvriers sont traités comme du simple bétail.

Mais depuis quelques années, ces esclaves-salariés tendent à résister de façon croissante. En Egypte, à Dubaï, ou au Vietnam, des révoltes grondent et explosent sporadiquement, rassemblant chaque fois des dizaines de milliers d'ouvriers.

L'existence de ces luttes est méconnue dans le reste du monde, voire totalement ignorée. Les médias, aux ordres de la bourgeoisie, opèrent tous un véritable *black-out* : rien ne filtre, ou presque, ni de ces immenses grèves, ni des terribles répressions qui s'abattent systématiquement sur les ouvriers combatifs.

Ainsi, les journaux ont fait régner un silence de plomb sur les luttes massives qui ont frappé récemment le Bangladesh et la Chine.

Au Bangladesh, les ouvriers du textile en lutte

Les ouvriers du textile de ce pays détiennent un triste record mondial, celui des plus bas salaires : 0,22 $ de l'heure ! En Inde, où la population vit dans le plus complet dénuement, les salaires sont deux fois plus élevés (soit 0,44 $ de l'heure). Et pourtant, dernièrement, la situation s'est encore dégradée : dans certaines usines, même ces salaires de misère ne sont plus versés !

Alors, après des mois de souffrances et de privations, la massivité et la violence de la réaction ouvrière ont été à la hauteur de ce traitement inhumain. Le 10 mai dernier, dans une usine de fabrication de pulls Rupashi, à Narayanganj (cité portuaire et centre des industries textiles du pays), des ouvriers ont laissé exploser leur colère en s'en prenant physiquement à leur patron. *"Le lendemain, les ouvriers de Rupashi se rendant au travail se retrouvèrent face à une usine fermée et cadenassée. Les travailleurs décidèrent alors de se rendre en cortège aux autres usines de la ville en entonnant des slogans contre l'exploitation. Des milliers d'autres travailleurs quittèrent leur poste de travail pour les rejoindre. Des heurts se produisirent avec les agents de sécurité des usines. La violence se répandit comme une traînée de poudre : 20 000 travailleurs se mirent à saccager et à mettre le feu à des dizaines d'usines de textile et de filature de coton."* (1)

Déjà en 2006, des milliers d'ouvriers révoltés avaient ravagé certains sites industriels. Mais cette fois, les grévistes ont agi plus massivement et plus violemment encore. Ils n'ont pas hésité à franchir toutes les barrières de sécurité qui entourent leurs usines pour se regrouper et affronter l'armée, ce qui a donné lieu a des batailles de rue très sanglantes.

Ces sites sont de véritables bagnes industriels, des sortes de camps entourés de barbelés et protégés en permanence par des vigiles en arme. En s'en prenant aux usines et à l'armée, ces 20 000 ouvriers ont voulu à la fois détruire les machines, véritables objets de torture sur lesquelles ils suent sang et eau, jour et nuit, et à la fois affronter leurs geôliers au péril de leur vie.

En Chine aussi, face à la crise, la combativité ouvrière se développe

La Chine est présentée depuis quinze ans comme le nouvel Eldorado capitaliste. À en croire tous les bonimenteurs diplômés en économie, l'Empire du milieu est aujourd'hui censé être épargné par la crise économique. Mieux encore, la Chine permettrait demain à l'économie mondiale de sortir de la récession ! Evidemment, la vérité est tout autre. Ce pays est lui aussi frappé de plein fouet et brutalement par la crise, et là-bas comme ailleurs la classe ouvrière en est la première victime. Par exemple, *"rien qu'à Daqing*(2)*, ce sont 88 000 employés dont on a annoncé le licenciement depuis deux ans"* (3). Dans tout le pays, environ 30 millions de travailleurs migrants ont perdu leur travail depuis l'été dernier.

Mais peu à peu, la combativité se développe. Malgré la répression impitoyable du Parti communiste chinois, les ouvriers acceptent de moins en moins d'être traités comme des bêtes de somme. Ainsi, depuis le début mars, *"des milliers d'ouvriers du nord-est de la Chine manifestent leur mécontentement dans la rue, pour réclamer le versement de leurs allocations et la libération de leurs représentants*(4)*. Les manifestations ont lieu dans les villes de Daqing et de Liaoyang, au cœur du bassin industriel de Mandchourie, frappé par la crise économique. Autour de ces villes, les industries d'Etat font vivre, directement ou indirectement, neuf personnes sur dix. Mais les rendements de ces industries lourdes sont en baisse et les plans sociaux se sont multipliés. Depuis qu'on leur a annoncé qu'ils ne recevraient plus d'allocations pour le chauffage et qu'ils se verraient supprimer leur sécurité sociale après licenciement, les ouvriers de Daqing, par milliers, jusqu'à 30 000 personnes, descendent tous les jours dans la rue depuis le premier mars. Réunis sur la place de l'Homme-de-Fer, du nom d'un héros légendaire du prolétariat dans les années soixante, ils font le pied de grue devant le siège local de Petro China, la compagnie publique qui les emploie. "Les Hommes de fer, ce sont nous", ont-ils lancé sous les fenêtres de leur employeur. A Liaoyang, des raisons similaires ont poussé les ouvriers à braver le froid et les vents de sable, pour protester par dizaines de milliers devant le siège du gouvernement local"* (5).

Cette vague de lutte est représentative de la montée générale de la combativité du prolétariat vivant en Chine face aux ravages de la crise économique. *"Au cours des trois premiers mois de cette année, alors que le rythme des pertes d'emploi et le retour des migrants dans leur région d'origine a monté en flèche, la Chine a connu 58 000 "incidents de masse". C'est le gouvernement lui-même qui parle de grèves, de manifestations de rue, de barrages de route et d'autres formes de lutte populaire. Ces chiffres proviennent des agences de surveillance de la stabilité politique en Chine continentale, situées à Hong Kong. Si cette tendance continue toute l'année, 2009 battrait tous les records précédents avec plus de 230 000 de ces dits "incidents de masse", comparés aux 120 000 en 2008 et aux 90 000 de 2006"* (6).

Du Vietnam à Dubaï, de la Chine au Bangladesh, des grèves de plus en plus importantes et violentes explosent. La question qui se pose alors est : quel est l'avenir de ces luttes ? Pour y répondre, il faut les concevoir comme faisant partie d'un processus international, celui du retour progressif du prolétariat sur le terrain de la lutte de classe, partout dans le monde.

Dans les pays "émergents", la combativité ouvrière, la massivité des grèves, ainsi que le courage face aux répressions féroces, sont une force qui peut et doit inspirer les prolétaires de tous les pays.

Mais le désespoir qui les pousse, comme au Bangladesh, à saccager les usines tel un exutoire ou à s'affronter aux forces de répression sans nulle autre perspective que de mourir dans un bain de sang, révèle aussi à quel point ces prolétaires ont besoin de la lutte des ouvriers dans les pays centraux, en Europe ou aux Etats-Unis, pour s'approprier la longue expérience des plus vieux bataillons du prolétariat mondial.

Pour que toutes ces luttes se fassent écho, que la combativité des uns encourage les autres et que l'expérience des autres profitent aux uns, il faut briser la chape de plomb médiatique orchestrée par la bourgeoisie, casser le *black-out* en diffusant et en débattant le plus largement possible, à l'échelle internationale, de chaque nouvelle lutte importante.

Map (1er juillet)

1) Source : http ://dndf.org/?p=4275 (in "Des nouvelles du front").
2) Ville d'un million d'habitants située dans la province du Heilongjiang.
3) Source : http ://dndf.org/?p=4492 (in "Des nouvelles du front").

4) Ces "représentants" sont a *priori* les éléments que l'Etat chinois a repérés comme les ouvriers les plus combatifs dès le début du mouvement et sur lesquels elle a concentré ses foudres en les jetant en prison. Néanmoins, compte tenu du peu d'informations dont nous disposons, nous ne savons pas dans quelles conditions et jusqu'à quel point ces "représentants" sont reconnus par l'ensemble des ouvriers en lutte.
5) Source : http ://dndf.org/?p=4492 (in 'Des nouvelles du front').

6) Source : http ://dndf.org/?p=4049 (in "Des nouvelles du front").

La participation des

A l'approche de la Seconde Guerre mondiale, suite à la défaite de la vague révolutionnaire des années 1920, la révolution russe mourant de son isolement puis assassinée par la bourgeoisie mondiale et le stalinisme, la contre-révolution et l'écrasement du prolétariat mondial triomphent. Dans ce contexte, l'anarchisme va connaître un pas fatidique dans son évolution.

DANS TOUS LES PAYS, poussée inexorablement dans la voie du militarisme par les lois aveugles du capitalisme, la bourgeoisie se prépare à la guerre, qu'il s'agisse des Etats fascistes ou démocratiques, comme dans l'URSS stalinienne. L'impasse que constitue la crise économique ne lui laisse aucune autre alternative que cette fuite en avant dans un deuxième holocauste mondial. C'est la marche accélérée vers la guerre, véritable mode de vie du capitalisme en décadence, qui a engendré le fascisme. Il a pu s'imposer dans les pays où la classe ouvrière ayant subi une défaite profonde, il n'était plus nécessaire de maintenir les institutions démocratiques qui ont justement pour fonction de mystifier le prolétariat, afin de la soumettre et de la battre. Il se révèle comme la forme la plus adaptée du capitalisme pour accomplir les préparatifs requis par la marche accélérée vers la guerre.

L'embrigadement idéologique pour la guerre impérialiste derrière le fascisme ou le nazisme, ou derrière le mythe de la 'patrie du socialisme' pour le stalinisme, a été obtenu au moyen de la terreur la plus effroyable. Mais dans les pays restés 'démocratiques', pour embrigader les ouvriers n'ayant pas subi l'écrasement de mouvements révolutionnaires, il fallait que la bourgeoisie utilise une mystification particulière : l'antifascisme. En offrant aux ouvriers un prétendu terrain de mobilisation pour se protéger des horreurs du fascisme, il a été le moyen utilisé pour les enrôler comme chair à canon dans la guerre, au service d'un camp impérialiste contre un autre pour la défense de l'Etat démocratique. Pour parvenir à ce but, la bourgeoisie, notamment en France et en Espagne, s'est servie des 'fronts populaires' et de la venue des partis de gauche au gouvernement.

L'anarchisme happé par l'antifascisme

A l'opposé de l'internationalisme prolétarien qui a constitué le cri de ralliement de la classe ouvrière pour mettre un terme à la barbarie de la première boucherie mondiale par la révolution prolétarienne, l'antifascisme ne constitue en rien un moyen pour le prolétariat de défendre ses intérêts de classe, mais le moyen de la livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie démocratique. La situation de contre-révolution, résultant de la défaite du prolétariat qui interdisait toute possibilité de surgissement révolutionnaire, ne devait absolument pas conduire à remettre en cause les principes fondamentaux de l'internationalisme prolétarien face à la Seconde Guerre mondiale. Il n'y avait aucun camp à choisir. Il s'agissait de combattre tout autant la bourgeoisie du camp fasciste que celle du camp démocratique.

Prisonnier de sa propension à défendre "la liberté" contre "l'autoritarisme", l'anarchisme capitule complètement face à l'antifascisme. Avant-guerre, les différents courants de l'anarchisme comptent parmi les principaux animateurs de l'antifascisme. Celui-ci va amener la grande majorité des anarchistes à prendre fermement parti pour les Alliés dans la Seconde Guerre mondiale. Privé de tout critère de classe basé sur les rapports sociaux réels qui régissent la société capitaliste, l'anarchisme est conduit à se soumettre complètement à la défense de la démocratie, cette forme particulièrement pernicieuse de la dictature du capital. Certains internationalistes en 1914, comme Rudolf Rocker, défendent la participation à la guerre impérialiste en 1940, arguant qu'à la différence de 1914, il existe maintenant deux systèmes radicalement différents et que la lutte contre le fascisme justifie le soutien aux Etats démocratiques. Cette approche détermine le plus grand nombre des anarchistes à participer physiquement à la guerre, en premier lieu dans les armées impérialistes sans uniforme des maquis de la résistance [1].

En France, *"dès le début de la guerre* [le groupe CNT-réseau Vidal dans les Pyrénées] *se met au service de la Résistance et travaille activement avec l'Intelligence Service et le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA) de de Gaulle, mais aussi avec le réseau Sabot et le groupe Combat. (...) Faute d'organisation nationale de résistance, les anarchistes apparaissent peu, bien qu'ils soient très présents. Citons tout de même le maquis du Barrage de l'Aigle (...) haut-lieu de la reconstruction de la CNT en exil et un des maquis les plus actifs de la résistance. Ce maquis est pratiquement 100 % confédéral, tout comme le maquis de Bort-les-Orgues. D'une manière générale, les maquis du Massif Central sont en forte proportion composés d'anarchistes espagnols* (...)*"* [2] *"Présents dans les maquis du sud de la France, dans les groupes FFI, FTP, MUR ou dans des groupes autonomes (le bataillon Libertad dans le Cantal, le maquis Bidon 5 en Ariège, dans le Languedoc-Roussillon)* (...) [les anarchistes], *par centaines, poursuivirent sur le sol de France la lutte qu'ils avaient menées contre le fascisme espagnol"* [3]. Le bataillon "Libertad" *"libère le Lot et Cahors.* (...) *A Foix, ce sont les maquis anarcho-syndicalistes CNT-FAI qui libèrent la ville le 19 août"* [4].

Même tableau en Italie. Lorsqu'elles se rendent aux Alliés le 8 septembre 1943, les régions du centre et du nord demeurent aux mains des Allemands et de la république fasciste de Salo. *"Les anarchistes se jettent immédiatement dans la lutte armée, établissent quand ils en ont la possibilité (Carrare, Gênes, Milan) des formations autonomes, ou, dans la plupart des cas, rejoignent d'autres formations telles les brigades socialistes "Matteotti", les brigades "Garibaldi" communistes ou les unités "Giustizia e Liberta" du Parti d'action"* [5]. En de nombreux lieux, les libertaires adhèrent au Comité de libération nationale qui rassemble un large spectre de partis antifascistes ou organisent des Groupes d'action patriotique (*sic*). Les anarchistes sont nombreux au sein de la 28e Brigade Garibaldi qui libère Ravenne. *"A Gênes, les groupes de combat anarchistes opèrent sous les noms de Brigade "Pisacane", la formation "Malatesta", la SAP-FCL, la SAP-FCL Sestri Ponente et les Escadrons d'action anarchistes d'Arenzano. (...) Ces activités sont favorisées par la Fédération communiste libertaire (FCL) et par le syndicat anarcho-syndicaliste de l'USI qui vient juste de refaire surface dans les usines.* (...) *Les anarchistes fondent les brigades "Malatesta" et "Bruzzi", qui comprennent jusqu'à 1300 partisans : ceux-ci opèrent sous l'égide de la formation "Matteotti" et jouent un rôle de premier plan dans la libération de Milan"* [6].

Les exemples de la Bulgarie, où après l'invasion de l'URSS en 1941, le PC bulgare organise "des maquis auxquels de nombreux anarchistes participèrent" [7] ou bien encore la guérilla anarchiste anti-japonaise en Corée dans les années 1920-30, attestent du caractère général de la participation des anarchistes à la guerre impérialiste.

Et beaucoup ne seront pas même rebutés par l'uniforme des armées impérialistes démocratiques : *"Les Libertaires espagnols* (...), *par milliers, participèrent à la résistance au nazisme et, pour certains d'entre eux poussèrent dans les bataillons de la France Libre, la lutte jusqu'en Allemagne"* [8] *"Des compagnons s'enrôlèrent dans les régiments de marche de la Légion Etrangère et se retrouvèrent en première ligne dans tous les combats"* [9]. *"Ils seront affectés tantôt en Afrique du Nord, tantôt en Afrique Noire (Tchad, Cameroun). Les seconds rallieront les Forces françaises libres dés l'année 1940. Ils rejoindront les colonnes du général Leclerc."* (...) A plus de 60 % espagnole, la fameuse 2e D.B. compte bon nombre d'anarcho-syndicalistes tant et si bien qu'une de ses compagnies "est entièrement composée d'anarchistes espagnols." A bord des blindés "Ascaso", "Durruti", "Casas Viejas" ceux-ci "seront les premiers à entrer dans la capitale le 24 août 1944" lors de la libération de Paris [10] et à hisser le chiffon tricolore sur l'hôtel de ville !

Une position belliciste en droite ligne de celle prise en Espagne en 1936

L'attitude des anarchistes pendant la Seconde Guerre mondiale procède directement de celle qui fut la leur dans "la répétition générale" de la guerre d'Espagne. Celle-ci éclaire crûment le rôle réel joué par l'anarchisme dans ce qui n'était ni une "guerre de classes", ni une "révolution" mais une guerre entre deux fractions de la bourgeoisie espagnole qui a débouché sur un conflit impérialiste mondial.

En juillet 1936, la CNT, en vertu du pacte antifasciste scellé avec les partis de Front populaire, apporte son soutien au gouvernement républicain pour détourner vers l'antifascisme [11] la réaction du prolétariat espagnol au coup d'Etat de Franco. La CNT déplace le combat d'une lutte sociale, économique et politique du prolétariat contre l'ensemble des forces de la bourgeoisie vers la confrontation militaire uniquement contre Franco, en envoyant les ouvriers se faire massacrer sur les fronts militaires dans les milices antifascistes pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

La participation des libertaires au gouvernement républicain bourgeois en Catalogne et à Madrid, illustre l'évolution de l'anarchisme vers le soutien à l'Etat bourgeois. *"Après la première victoire sur les généraux factieux, en voyant surgir une guerre de longue durée et d'une importance énorme, nous avons compris que l'heure n'est pas venue de considérer comme terminée la fonction du gouvernement, de l'appareil gouvernemental. De même que la guerre nécessite l'appareil adéquat pour être menée à bonne fin – l'armée –, il faut aussi un organe de coordination, de centralisation de toutes les ressources et énergies du pays, c'est à dire le mécanisme d'un Etat.* (...) *Tant que dure la guerre, nous devons agir dans la lutte sanglante et nous devons intervenir dans le gouvernement. En effet, celui-ci doit être un gouvernement de guerre, pour faire et gagner la guerre.* (...) *Nous pensons que la guerre est la première des choses, que la guerre, il faut la gagner comme condition préalable de n'importe quelle condition nouvelle..."* [12]. Lorsque les ouvriers de Barcelone se soulèvent en mai 1937, les anarchistes se font complices de la répression par le Front populaire et le gouvernement de Catalogne (auquel ils participent), tandis que les franquistes suspendent momentanément les hostilités pour permettre aux partis de gauche d'écraser le soulèvement.

Par son soutien à la guerre totale, par la militarisation du prolétariat à l'aide des collectivités anarchistes et des milices antifascistes, par la proclamation de l'Union Sacrée avec la bourgeoisie républicaine et l'interdiction des grèves, la CNT participe à l'embrigadement du prolétariat dans une guerre qui prend nettement un caractère impérialiste avec l'engagement des démocraties et de l'URSS, côté républicain et de l'Allemagne et de l'Italie, côté franquiste. *"A présent, ce n'est pas une guerre civile que nous faisons, mais une guerre contre les envahisseurs : Maures, Allemands, Italiens. Ce n'est pas un parti, une organisation, une théorie qui sont en danger. C'est l'existence de l'Espagne elle-même, d'un pays qui veut être maître de ses propres destins, qui court le risque de disparaître"* [13]. Le nationalisme de la CNT l'amène à appeler explicitement à la guerre mondiale pour sauver la "nation espagnole" : *"L'Espagne libre fera son devoir. Face à cette attitude héroïque, que vont faire les démocraties ? Il y a lieu d'espérer que l'inévitable ne tardera pas longtemps à se produire. L'attitude provocatrice et grossière de l'Allemagne devient déjà insupportable.* (...) *Les uns et les autres savent que, finalement, les démocraties devront intervenir avec leurs escadres et avec leurs armées pour barrer le passage à ces hordes d'insensés..."* [14].

L'abandon des intérêts du prolétariat et l'attitude de la CNT envers la guerre impérialiste produisent de vives oppositions dans le camp anarchiste (Berneri, Durruti). Mais l'incapacité de ces derniers à rompre avec la position selon laquelle il s'agissait d'une guerre allant de pair avec la révolution, en a fait des victimes de la politique de défaite et d'embrigadement du prolétariat. Ainsi, ceux qui cherchaient à lutter contre la guerre et pour la révolution, furent-ils incapables de trouver le point de départ pour une lutte réellement révolutionnaire : l'appel aux ouvriers et paysans (embrigadés par les deux camps, républicain et franquiste) à déserter, à retourner leurs fusils contre leurs officiers, à revenir à l'arrière et à lutter par les grèves, par les manifestations, sur un terrain de classe contre le capitalisme dans son ensemble.

De minuscules lueurs internationalistes

Pourtant, lorsqu'éclate la guerre mondiale, à contre-courant de la déferlante belliciste antifasciste, quelques voix en provenance de l'anarchisme s'élèvent pour refuser le terrain de l'antifascisme et affirmer la seule position vraiment révolutionnaire, celle de l'internationalisme. Ainsi en 1939, en Grande-Bretagne, la Glasgow Anarchist-Communist Federation déclare que *"la lutte présente oppose des impérialismes rivaux pour la protection d'intérêts séculaires. Les ouvriers de tous les pays appartiennent à la classe opprimée, n'ont rien de commun avec ces intérêts et les aspirations politiques de la classe dominante. Leur ligne de front n'est pas la ligne Maginot où ils seront démoralisés et tués, pendant que leurs maîtres amassent des gains frauduleux"* [15]. Dans le sud de la France, le minuscule groupe autour de Voline [16] développe une intervention contre la guerre sur une base nettement internationaliste : *"Le conflit actuel est l'œuvre des puissances d'argent de chaque nation, puissances qui vivent exclusivement et internationalement de l'exploitation de l'homme par l'homme.* (...) *Les chefs d'Etat, les chefs militaires de toutes couleurs et de toutes nuances, passent d'un camp dans l'autre, déchirent des traités, en signent d'autres, servent tantôt la République, tantôt la Dictature, collaborent avec ceux à qui ils faisaient hier la guerre, et vice-versa et revice-versa.* (...) *le peuple, lui, paie les pots cassés : on le mobilise pour les démocraties, contre les démocraties, pour les fascistes, contre les fascistes. Mais que ce soit en Afrique, en Asie, en Europe, c'est le bon peuple qui fait les frais de ces 'expériences contradictoires' et se fait casser la gueule.* (...) *Il ne s'agit pas de lutter seulement contre le fascisme hitlérien, mais contre tous les fascismes, contre toutes les tyrannies, qu'elles soient de droite, du centre ou de gauche, qu'elles soient royales, démocratiques ou sociales, car aucune tyrannie n'émancipera le travail, ne libérera le monde, n'organisera l'humanité sur des bases vraiment nouvelles"* [17]. Cette position fait clairement de ces anarchistes une expression de la classe ouvrière. Là encore, lorsque ceux-ci parviennent à une telle clarté c'est en faisant leurs les positions de classe du prolétariat.

Mais, la rude épreuve de l'isolement par rapport aux autres groupes restés internationalistes et par rapport à la classe dans les conditions du triomphe de la contre-révolution sur les masses, comme l'énorme pression antifasciste (*"nous nous confrontions quotidiennement aux autres antifascistes. Fallait-il s'associer à eux ou rester à contre-courant ? La question était souvent angoissante sur le terrain"*) [18] éteignent bientôt cette étincelle. La mort de Voline (septembre 1945), l'incapacité des anarchistes de

1) L'allégeance de l'anarchisme peut s'éparpiller en direction des différentes fractions de la classe dominante : certains militants, séduits par la Charte du Travail, pacifistes rassérénés par l'armistice, collaborèrent au programme de la Révolution nationale de Pétain et du gouvernement de Vichy, comme Louis Loréal, ou se retrouvent dans des instances officielles de l'Etat français comme P. Besnard.

2) *Les Anarchistes espagnols et la Résistance*, *in l'Affranchi* nº 14, printemps-été 1997, sur CNT-AIT.info.

3) E. Sarboni, *1944 : les Dossiers noirs d'une certaine Résistance*, Perpignan, Ed. du CES, 1984.

4) *Les Anarchistes espagnols et la Résistance*, *in l'Affranchi* nº 14, printemps-été 1997, sur CNT-AIT.info.

5) *1943-1945 : Anarchist partisans in the Italian Resistance*, sur libcom.com, (notre traduction).

6) *1943-1945: Anarchist partisans in the Italian Resistance*, sur libcom.com (notre traduction).

7) Postface à Max Nettlau, *Histoire de l'Anarchie*, p.281.

8) E. Sarboni, *1944 : les Dossiers noirs d'une certaine Résistance*, Perpignan, Ed. du CES, 1984.

9) Pépito Rossell, *Dans la Résistance, l'apport du mouvement libertaire*.

10) *Le Monde diplomatique*, août 2004.

11) Sur la trajectoire de la CNT, lire notre série dans la *Revue internationale*, notamment les articles : "L'échec de l'anarchisme pour empêcher l'intégration de la CNT dans l'Etat bourgeois (1931-34); L'antifascisme, la voie de la trahison de la CNT (1934-36)".

12) D.A. de Santillan, in *Solidaridad obrera*, 16 avril 1937.

13) D.A. de Santillan, in *Solidaridad obrera*, 21 avril 1937.

14) *Solidaridad obrera*, 6 janvier 1937, cité par *la Révolution prolétarienne* nº 238, janvier 1937.

15) Cité par P. Hempel, *A bas la guerre*, p.210.

16) Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum dit Voline (1882-1945) pendant la Révolution de 1905, membre du Parti socialiste révolutionnaire, participe à la fondation du soviet de Saint-Pétersbourg. Emprisonné, il s'évade et gagne la France en 1907 où il devient anarchiste. En 1915, menacé d'emprisonnement par le gouvernement français pour son opposition à la guerre, il s'enfuit aux Etats-Unis. En 1917, il retourne en Russie où il milite parmi les anarcho-syndicalistes. Par la suite, Voline entre en contact avec le mouvement makhnoviste et prend la tête de la section de culture et d'éducation de l'armée insurrectionnelle, et devient président de son Conseil militaire insurrectionnel en 1919. Plusieurs fois arrêté, il quitte la Russie après 1920 et se réfugie en Allemagne. Revenu en France, il rédige, à la demande de la CNT espagnole, son journal en langue française. Il dénonce la politique de collaboration de classe de la CNT-FAI en Espagne. En 1940, il est à Marseille où il termine *la Révolution inconnue*. Les privations et les terribles conditions matérielles de la clandestinité ont raison de sa santé. Il meurt de la tuberculose à Paris en 1945.

17) Extrait du tract : *A tous les travailleurs de la pensée et des bras*, 1943.

18) *Les Anarchistes et la résistance*, CIRA.

anarchistes à la Seconde Guerre mondiale

tirer des leçons de leurs expériences conduisent les éléments de son groupe au retour au bercail de la CNT, à l'adhésion momentanée à ses comités antifascistes, puis enfin à la participation de la reconstruction de la FA sur des bases politiques complètement bourgeoises.

Quel devenir politique pour les militants ouvriers de l'anarchisme ?

De l'examen de l'histoire de l'anarchisme face aux deux guerres mondiales, on peut souligner une double série de conclusions :

• Non seulement l'anarchisme a démontré son incapacité à offrir une alternative viable et une perspective révolutionnaire au prolétariat mais il a constitué un moyen direct de mobilisation de la classe ouvrière dans la guerre impérialiste. En 1936-37, la capitulation de l'anarchisme face *à la mystification antifasciste* et à la démocratie bourgeoise vue comme un "moindre mal" par rapport au fascisme, a été un *moyen pour le capitalisme d'élargir le front des forces politiques qui agissent pour la guerre en y incorporant les anarchistes.* La guerre d'Espagne constitue, après la Première Guerre mondiale, le second acte décisif pour l'anarchisme scellant son évolution vers le soutien à l'Etat capitaliste. Cette soumission à la démocratie bourgeoise se traduit par l'intégration des courants officiels de l'anarchisme au sein des forces politiques de l'Etat capitaliste. C'est ainsi que, selon un processus en deux temps, de 1914 à la guerre d'Espagne en 1936-37, l'anarchisme est devenu une idéologie de défense de l'ordre et de l'Etat capitalistes.

• En second lieu, il importe de considérer que la mouvance anarchiste ne se réduit pas à ses courants officiels et reste un milieu très hétérogène. A toutes les époques, une partie de ce milieu aspire sincèrement à la révolution et au socialisme, exprime une réelle volonté d'en finir avec le capitalisme et s'engage pour l'abolition de l'exploitation. Ces militants se placent effectivement sur le terrain de la classe ouvrière quand ils s'affirment internationalistes et sont voués à rejoindre son combat révolutionnaire. Mais leur devenir va fondamentalement dépendre d'un processus de décantation dont le sens et l'ampleur sont fonction du rapport de forces entre les classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat.

Cette décantation sera plutôt orientée vers le néant ou même vers la bourgeoisie comme dans les années noires de la contre-révolution des années 1940. En effet, privés de la boussole de la lutte de classe du prolétariat et de l'oxygène de la discussion et du débat avec les minorités révolutionnaires qu'il produit, ils se trouvent pris au piège des contradictions intrinsèques à l'anarchisme qui les désarme et les enferme sur le terrain de l'ordre bourgeois.

Elle sera plutôt orientée vers la classe ouvrière quand celle-ci s'affirme comme force révolutionnaire. Ainsi, c'est bien le mouvement révolutionnaire même de la classe ouvrière, l'essor de la révolution mondiale et l'insurrection prolétarienne en Russie (avec la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie par les Soviets et l'arrêt unilatéral de l'engagement dans la guerre impérialiste par le prolétariat russe et les bolcheviks), qui vont permettre en 1914-18 à ceux des anarchistes restés internationalistes d'adopter une attitude internationaliste *conséquente.* Ils rejoignent alors le mouvement historique de la classe ouvrière en se rapprochant du mouvement communiste issu de la gauche de la social-démocratie et opposé à la guerre : les bolcheviks et les spartakistes, seuls capables de mettre en avant l'unique alternative réaliste viable, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et la révolution prolétarienne mondiale.

Scott

Suite de la page 8

La crise insoluble du capitalisme

1974 avec la survenue d'une récession violente, notamment dans la première économie mondiale. Cette récession ne constituait pas le début des difficultés majeures du capitalisme puisqu'elle faisait suite à celle de 1967 et aux crises successives de la livre et du dollar, deux monnaies fondamentales dans le système de Bretton Woods. En fait, c'est dès la fin des années 1960 que le néokeynésianisme avait fait la preuve de son échec historique comme l'avaient souligné à l'époque les groupes qui allaient constituer le CCI. Cela dit, pour l'ensemble des commentateurs bourgeois et pour la majorité de la classe ouvrière, c'est l'année 1974 qui marque le début d'une période nouvelle dans la vie du capitalisme d'après guerre, notamment avec la réapparition d'un phénomène qu'on croyait définitivement révolu dans les pays développés, le chômage de masse. C'est à ce moment-là aussi que le phénomène de la fuite en avant dans l'endettement s'est accéléré très sensiblement : à cette époque ce sont les pays du Tiers-Monde qui se sont trouvés aux avants postes de ce celui-ci et ont constitué, pour un temps, la "locomotive" de la relance. Cette situation a pris fin au début des années 1980 avec la crise de la dette, l'incapacité des pays du tiers-monde à rembourser les emprunts qui leur avaient permis pour un temps de constituer un débouché pour la production des grands pays industriels. Mais la fuite dans l'endettement n'a pas pris fin pour autant. Les États-Unis ont commencé à prendre le relais comme "locomotive" mais au prix d'un creusement considérable de leur déficit commercial et surtout budgétaire, politique qui leur était permise par le rôle privilégié de leur monnaie nationale comme monnaie mondiale. Si le slogan de Reagan était alors "l'État n'est pas la solution, c'est le problème" pour justifier la liquidation du néokeynésianisme, l'État fédéral américain, par ses énormes déficits budgétaires a continué de constituer l'agent essentiel dans la vie économique nationale et internationale. Cependant, les "reaganomics", dont la première inspiratrice avait été Margareth Thatcher en Grande-Bretagne, représentaient fondamentalement un démantèlement de "l'État providence", c'est-à-dire des attaques sans précédents contre la classe ouvrière qui ont contribué à surmonter l'inflation galopante qui avait affecté le capitalisme à la fin des années 1970.

Au cours des années 1990, une des "locomotives" de l'économie mondiale a été constituée par les "tigres" et les "dragons" asiatiques qui ont connu des taux de croissance spectaculaires mais au prix d'un endettement considérable qui les a conduits à des convulsions majeures en 1997. Au même moment, la Russie "nouvelle" et "démocratique", qui elle aussi s'est retrouvée en situation de cessation des paiements, a déçu cruellement ceux qui avaient misé sur la "fin du communisme" pour relancer durablement l'économie mondiale. A son tour, la "bulle Internet" de la fin des années 1990, en fait une spéculation effrénée sur les entreprises "high-tech", a éclaté en 2001-2002 mettant fin au rêve d'une relance de l'économie mondiale par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. C'est alors que l'endettement a connu une nouvelle accélération, notamment grâce au développement pharamineux des prêts hypothécaires à la construction dans plusieurs pays et notamment aux États-Unis. Ce dernier pays a alors accentué son rôle de "locomotive de l'économie mondiale" mais au prix d'une croissance abyssale des dettes, -notamment au sein de la population américaine- basées sur toutes sortes de "produits financiers" censés prévenir les risques de cessation de paiement. En réalité, la dispersion des créances douteuses n'a nullement aboli leur caractère d'épée de Damoclès suspendue au-dessus de l'économie américaine et mondiale. Bien au contraire, elle n'a fait qu'accumuler dans le capital des banques les "actifs toxiques" à l'origine de leur effondrement à partir de 2007.

4 Ainsi, ce n'est pas la crise financière qui est à l'origine de la récession actuelle. Bien au contraire, la crise financière ne fait qu'illustrer le fait que la fuite en avant dans l'endettement qui avait permis de surmonter la surproduction ne peut se poursuivre indéfiniment. Tôt ou tard, "l'économie réelle" se venge, c'est-à-dire que ce qui est à la base des contradictions du capitalisme, la surproduction, l'incapacité des marchés à absorber la totalité des marchandises produites, revient au devant de la scène.

En ce sens, les mesures qui ont été décidées en mars 2009 lors du G20 de Londres, un doublement des réserves du Fond monétaire international, un soutien massif des États au système bancaire en perdition, un encouragement à ces derniers à mettre en œuvre des politiques actives de relance de l'économie au prix d'un bond spectaculaire des déficits budgétaires, ne sauraient en aucune façon résoudre la question de fond. La fuite en avant dans l'endettement est un des ingrédients de la brutalité de la récession actuelle. La seule "solution" que soit capable de mettre en œuvre la bourgeoisie est… une nouvelle fuite en avant dans l'endettement. Le G20 n'a pu inventer de solution à une crise pour la bonne raison qu'il n'existe pas de solution à celle-ci. Il avait pour vocation d'éviter le chacun pour soi qui avait caractérisé les années 1930. Il se proposait aussi de tenter de rétablir un peu de confiance parmi les agents économiques, sachant que celle-ci, dans le capitalisme, constitue un facteur essentiel dans ce qui se trouve au cœur de son fonctionnement, le crédit. Cela dit, ce dernier fait, l'insistance sur l'importance de la "psychologie" dans les convulsions économiques, la mise en scène du verbe face aux réalités matérielles, signe le caractère fondamentalement illusoire des mesures que pourra prendre le capitalisme face à la crise historique de son économie. En fait, même si le système capitaliste ne va pas s'effondrer comme un château de cartes, même si la chute de la production ne va pas se poursuivre indéfiniment, sa perspective est celle d'un enfoncement croissant dans son impasse historique, celle du retour à une échelle toujours plus vaste des convulsions qui l'affectent aujourd'hui. Depuis plus de quatre décennies, la bourgeoisie n'a pas pu empêcher l'aggravation continue de la crise. Elle part aujourd'hui d'une situation bien plus dégradée que celle des années 60. Malgré toute l'expérience qu'elle a acquise au cours de ces décennies, elle ne pourra pas faire mieux mais pire encore. En particulier, les mesures d'inspiration néokeynésiennes qui ont été promues par le G20 de Londres (allant même jusqu'à la nationalisation des banques en difficulté) n'ont aucune chance de rétablir une quelconque "santé" du capitalisme puisque le début de ses difficultés majeures, à la fin des années 1960, résultait justement de la faillite définitive des mesures néokeynésiennes adoptées au lendemain de la seconde mondiale.

5 Si elle a grandement surpris la classe dominante, l'aggravation brutale de la crise capitaliste n'a pas surpris les révolutionnaires. Comme le mettait en avant la résolution adoptée par le précédent congrès international avant même le début de la panique de l'été 2007 : "*Dès à présent* (...) *les menaces qui s'amoncellent sur le secteur des logements aux États-Unis, un des moteurs de l'économie américaine, et qui portent avec elles le danger de faillites bancaires catastrophiques, sème le trouble et l'inquiétude dans les milieux économiques*" (Point 4).

Cette même résolution tordait également le cou aux grandes expectatives suscitées par le "miracle chinois" : "*... loin de représenter un "nouveau souffle" de l'économie capitaliste, le "miracle chinois" et d'un certain nombre d'autres économies du Tiers-monde n'est pas autre chose qu'un avatar de la décadence du capitalisme. En outre, l'extrême dépendance de l'économie chinoise à l'égard de ses exportations constitue un facteur certain de fragilité face à une rétractation de la demande de ses clients actuels, rétractation qui ne saurait manquer d'arriver, notamment lorsque l'économie américaine sera contrainte de remettre de l'ordre dans l'endettement abyssal qui lui permet à l'heure actuelle de jouer le rôle de "locomotive" de la demande mondiale. Ainsi, tout comme le "miracle" représenté par les taux de croissance à deux chiffres des "tigres" et "dragons" asiatiques avait connu une fin douloureuse en 1997, le "miracle" chinois d'aujourd'hui, même s'il n'a pas des origines identiques et s'il dispose d'atouts bien plus sérieux, sera amené, tôt ou tard, à se heurter aux dures réalités de l'impasse historique du mode de production capitaliste*" (Point 6). La chute du taux de croissance de l'économie chinoise, l'explosion du chômage qu'elle provoque, notamment avec le retour forcé dans leur village de dizaines de millions de paysans qui s'étaient enrôlés dans les bagnes industriels pour tenter d'échapper à une misère intenable, viennent pleinement confirmer cette prévision.

En fait, la capacité du CCI à prévoir ce qui allait se passer ne s'appuie sur aucun "mérite particulier" de notre organisation. Son seul "mérite" consiste en sa fidélité à la méthode marxiste, en la volonté de la mettre en œuvre de façon permanente dans l'analyse de la réalité mondiale, en sa capacité de résister fermement aux sirènes proclamant la "faillite définitive du marxisme".

CCI

Suite de la page 1

Manifestations en Iran

années, particulièrement avec la grève non officielle forte de 100 000 enseignants qui a eu lieu en mars 2007, à laquelle se sont joints des milliers d'ouvriers d'usines en signe de solidarité. Un millier d'entre eux ont été arrêtés pendant cette grève. Ça a été la plus grande lutte ouvrière enregistrée en Iran depuis 1979. Cette grève a été suivie durant quelques mois de luttes faisant participer des milliers d'ouvriers dans les industries de canne à sucre, de pneus, des véhicules à moteur et de textiles. Aujourd'hui, bien entendu, il y a des ouvriers dans les rues, mais ils sont maintenant engagés dans la lutte en tant qu'individus et non comme force collective. Il est cependant important de souligner que le mouvement ne peut pas progresser sans cela, sans cette force collective de la classe ouvrière. Une grève nationale d'un jour a été réclamée pour mardi 16 juin. Ceci peut donner une indication sur le niveau de soutien dans la classe ouvrière [(2)].

Récemment, les discours des médias bourgeois nous ont abreuvé de prétendues "révolutions" baptisées du nom de diverses couleurs ou plantes. Il y a eu la révolution "orange", la révolution des "roses", la révolution des "tulipes" et la révolution des "cèdres", etc, pendant tout ce temps, les médias ont bêlé comme des moutons au sujet de la "lutte" pour la démocratie.

Ce mouvement a commencé en tant que protestation au sujet de la fraude dans les élections et les protestataires se sont à l'origine mobilisés en soutien à Mousavi. Cependant, les slogans se sont rapidement radicalisés. Il y a une différence énorme entre les faibles protestations de Mousavi auprès du chef suprême au sujet de l'injustice des élections et les chants de la foule qui criait : "Mort au dictateur et au régime !" Naturellement, la clique de Mousavi est maintenant prise de panique et a décommandé une manifestation prévue pour lundi 15 juin. Il reste à voir si les gens respecteront cette décision. Par ailleurs, les appels au calme de Mousavi ont jusqu'ici suscité des slogans contre lui.

Contrairement à ce type de "révolutions" colorées, le communisme pose la possibilité d'un type complètement différent de révolution, et d'un type complètement différent de système. Ce que nous préconisons n'est pas simplement un changement de gestion de la société avec de nouveaux patrons "démocratiques", jouant exactement le même rôle que les vieux patrons "dictatoriaux", mais une société de producteurs libres et égaux créée par la classe ouvrière elle-même et basée non sur les besoins du profit mais sur les besoins de l'humanité, une société dans laquelle les classes, l'exploitation et l'oppression politique seront éliminées.

Sabri, le 15 juin

2) *Note de la rédaction :* au moment de mettre sous presse, en ce début juillet, le mouvement de contestation en Iran semble avoir été étouffé. L'éventualité, envisagée par nos camarades de Turquie, de l'entrée en lutte dans ce mouvement de la classe ouvrière ne s'est pas réalisée. Il est aujourd'hui encore très difficile pour notre classe d'avoir assez de force pour entraîner derrière elle la majeure partie de la population dans son combat. Mais il s'agit bien là d'une réelle possibilité pour l'avenir. Au fur et à mesure que le prolétariat va développer sa combativité, sa conscience et son organisation en tant que classe dans la lutte, il sera de plus en plus capable d'ouvrir une perspective et d'offrir un espoir à l'ensemble des couches non-exploiteuses de l'humanité.

XVIIIe Congrès du CCI

Vers le regroupement des forces internationalistes

A la fin du mois de mai, le CCI a tenu son XVIIIe congrès international. Comme nous l'avons toujours fait jusqu'à présent, et comme c'est la tradition dans le mouvement ouvrier, nous livrons aux lecteurs de notre presse les principaux enseignements de ce congrès dans la mesure où ces enseignements ne sont pas une affaire interne à notre organisation mais concernent l'ensemble de la classe ouvrière dont le CCI fait partie intégrante.

Dans la résolution sur les activités du CCI adoptée par le congrès, nous écrivions :

"L'accélération de la situation historique, inédite dans l'histoire du mouvement ouvrier, est caractérisée par la conjonction des deux dimensions suivantes :

- *l'extension de la plus grave crise économique ouverte dans l'existence du capitalisme, combinée avec l'exacerbation des tensions interimpérialistes et d'une avancée lente mais progressive en profondeur et en extension de la maturation au sein de la classe ouvrière, engagée depuis 2003 ;*
- *et le développement d'un milieu internationaliste, qui est particulièrement perceptible dans les pays de la périphérie du capitalisme,*

Cette accélération rehausse encore la responsabilité politique du CCI, lui pose des exigences plus élevées en termes d'analyse théorique/ politique et d'intervention dans la lutte de classe, et envers les éléments en recherche (…)".

Le bilan que l'on peut tirer du XVIIIe congrès international de notre organisation doit donc se baser sur la capacité de celle-ci à faire face à ces responsabilités.

Pour une organisation communiste véritable et sérieuse, il est toujours délicat de proclamer haut et fort que telle ou telle de ses actions a été un succès. Et cela pour plusieurs raisons.

En premier lieu, parce que la capacité d'une organisation qui lutte pour la révolution communiste à être à la hauteur de ses responsabilités ne se juge pas à court terme mais à long terme puisque son rôle, s'il est en permanence ancré dans la réalité historique de son époque, consiste, la plupart du temps, non pas à influencer cette réalité immédiate, tout au moins à grande échelle, mais à préparer les événements futurs.

En second lieu, parce que, pour les membres d'une organisation communiste, il existe toujours le danger "d'enjoliver les choses", de faire preuve d'une indulgence excessive vis-à-vis des faiblesses d'un collectif à la vie duquel ils consacrent leur dévouement et leurs efforts et qu'ils ont en permanence le devoir de défendre contre les attaques que lui portent tous les défenseurs de la société capitaliste, avoués ou cachés.

C'est conscients de ce danger de se faire des illusions et avec la prudence nécessaire qui en découle, que nous ne craignons pas d'affirmer que le XVIIIe congrès du CCI s'est porté à la hauteur des exigences énoncées plus haut et a créé les conditions pour que nous puissions poursuivre notre activité dans cette direction.

Nous ne pouvons ici rendre compte de tous les éléments qui peuvent appuyer cette affirmation[1]. Nous n'en soulignerons que les plus importants :

- le fait que le congrès ait débuté ses travaux par la ratification de l'intégration de deux nouvelles sections territoriales du CCI, aux Philippines et en Turquie ;
- la présence à celui-ci de quatre groupes du milieu prolétarien ;
- la démarche d'ouverture de notre organisation envers l'extérieur illustrée notamment par cette présence ;
- sa volonté de se pencher avec lucidité sur les difficultés et les faiblesses que doit surmonter notre organisation ;
- l'ambiance fraternelle et enthousiaste qui a présidé aux travaux du congrès.

L'intégration de deux nouvelles sections territoriales

Notre presse a déjà rendu compte de l'intégration des nouvelles sections du CCI aux Philippines et en Turquie (la responsabilité du Congrès était de valider la décision d'intégration qui avait été adoptée par l'organe central de notre organisation au début 2009)[2]. Comme nous l'écrivions à cette occasion : *"L'intégration de ces deux nouvelles sections au sein de notre organisation élargit de façon importante l'extension géographique de celle-ci."* Nous précisions aussi les deux faits suivants concernant ces intégrations :

- elles ne relevaient pas d'un "recrutement" à la va-vite (comme c'est la mode chez les trotskystes et même, malheureusement, parmi certains groupes du camp prolétarien) mais résultaient, comme c'est la pratique du CCI, de tout un travail de discussions approfondies durant plusieurs années avec les camarades d'EKS en Turquie et d'Internasyonalismo aux Philippines dont nous avions rendu compte du travail dans notre presse ;
- elles apportaient un démenti aux accusations "d'européocentrisme" qui ont souvent été portées contre notre organisation.

L'intégration de deux nouvelles sections n'est pas un fait fréquent pour notre organisation. La dernière intégration remontait à 1995 avec notre section suisse. C'est dire si l'arrivée de ces deux nouvelles sections (qui faisait suite à la constitution d'un noyau au Brésil en 2007) a été ressentie par l'ensemble des militants du CCI comme un événement très important et très positif. Elle vient confirmer à la fois l'analyse que notre organisation avait faite depuis plusieurs années sur les nouvelles potentialités de développement de la conscience de classe contenues dans la situation historique actuelle et la validité de la politique menée envers les groupes et éléments qui se tournent vers les positions révolutionnaires. Et cela d'autant plus qu'étaient présentes au congrès des délégations de quatre groupes du milieu internationaliste.

La présence des groupes internationalistes

Dans le bilan que nous avons tiré du précédent congrès du CCI, nous avons souligné toute l'importance qu'avait donné à ce congrès la présence, pour la première fois depuis des décennies, de quatre groupes du milieu internationaliste venant respectivement du Brésil, de Corée, des Philippines et de Turquie. Cette fois-ci étaient également présents quatre groupes de ce milieu. Mais ce n'était nullement une sorte de "sur-place" puisque deux des groupes présents lors du dernier congrès sont depuis devenus des sections du CCI et que nous avons eu la satisfaction d'accueillir deux nouveaux groupes : un deuxième groupe venu de Corée et un groupe basé en Amérique centrale (Nicaragua et Costa-Rica), la LECO (*Liga por la emancipación de la clase obrera*) qui avait participé à la "Rencontre de communistes internationalistes"[3] tenue en Amérique latine au printemps dernier sur l'initiative du CCI et de OPOP, le groupe internationaliste du Brésil avec lequel notre organisation entretient des relations fraternelles et très positives depuis plusieurs années. D'autres groupes ayant participé à cette rencontre avaient également été invités mais ils n'ont pu envoyer de délégation du fait que l'Europe se transforme de plus en plus en forteresse vis-à-vis des personnes qui ne sont pas nées dans le cercle très fermé des "pays riches".

La présence des groupes du milieu internationaliste a constitué un élément très important dans le succès du congrès et notamment dans l'ambiance des discussions de celui-ci. Ces camarades se sont tous montrés très chaleureux envers les militants de notre organisation, ont soulevé des questions, notamment à propos de la crise économique et la lutte de classe, dans des termes auxquels nous ne sommes pas habitués dans nos débats internes, ce qui ne pouvait que stimuler la réflexion de l'ensemble de notre organisation.

Enfin, la présence de ces camarades constituait un élément supplémentaire de la démarche d'ouverture que le CCI s'est fixé comme objectif depuis plusieurs années, une ouverture envers les autres groupes prolétariens mais aussi envers les éléments qui s'approchent des positions communistes. Une ouverture également dans nos préoccupations et réflexions, notamment en direction des recherches et découvertes du domaine scientifique[4] et qui s'est concrétisée par l'invitation d'un membre de la communauté scientifique à une séance du congrès.

L'invitation d'un scientifique

Pour célébrer à notre façon "l'année Darwin" et manifester le développement au sein de notre organisation de l'intérêt pour les questions scientifiques, nous avons demandé à un chercheur spécialisé dans la question de l'évolution du langage (auteur notamment d'un ouvrage intitulé *Aux origines du langage*) de faire une présentation devant le congrès de ses travaux, lesquels sont basés, évidemment, sur l'approche darwinienne. Les réflexions originales de Jean-Louis Dessalles[5] sur le langage, le rôle de celui-ci dans le développement des liens sociaux et de la solidarité dans l'espèce humaine ont un lien avec les réflexions et discussions qui se sont menées, et qui se poursuivent, dans notre organisation à propos de l'éthique et de la culture du débat. La présentation de ce chercheur a été suivie d'un débat que nous avons été obligés de limiter dans le temps du fait des contraintes de l'ordre du jour, mais qui aurait pu se poursuivre pendant des heures tant les questions abordées ont passionné la plupart des participants au congrès.

Nous tenons ici à remercier Jean-Louis Dessalles qui, bien que ne partageant pas nos idées politiques, a accepté de façon très cordiale de consacrer une partie de son temps pour enrichir la réflexion au sein de notre organisation. Nous tenons à saluer aussi le caractère très chaleureux et convivial des réponses qu'il a apportées aux questions et objections des militants du CCI.

Les discussions du congrès

Les travaux du congrès ont abordé les points classiques qui relèvent d'un congrès international :

- l'analyse de la situation internationale ;
- les activités et la vie de notre organisation.

La résolution sur la situation internationale constitue une sorte de synthèse des discussions du congrès concernant l'examen du monde actuel. Évidemment, elle ne peut rendre compte de tous les aspects abordés dans ces discussions (ni dans les rapports préparatoires). Elle se donne trois objectifs principaux :

- comprendre les véritables causes et enjeux de l'aggravation actuelle et sans précédent de la crise économique du système capitaliste face à toutes les mystifications que les défenseurs de ce système ne manquent pas de colporter ;
- comprendre l'impact que pourra avoir sur les conflits impérialistes l'arrivée au pouvoir de la première puissance mondiale du démocrate Barack Obama, lequel a été présenté comme apportant une nouvelle donne dans ces conflits et un espoir de leur atténuation ;
- dégager les perspectives pour la lutte de classe, notamment dans les conditions créées par les brutales attaques qu'a commencé à subir le prolétariat du fait de la violence de la crise économique.

Sur le premier aspect, la compréhension des enjeux de la crise actuelle du capitalisme, il importe de souligner les aspects suivants :

"… la crise actuelle est la plus grave qu'ait connue ce système depuis la grande dépression qui a débuté en 1929. (…) *En fait, même si le système capitaliste ne va pas s'effondrer comme un château de cartes… sa perspective est celle d'un enfoncement croissant dans son impasse historique, celle du retour à une échelle toujours plus vaste des convulsions qui l'affectent aujourd'hui."*

Concernant la "nouvelle donne" que constitue l'élection d'Obama, la résolution répond très clairement que :

"… la perspective qui se présente à la planète après l'élection d'Obama à la tête de la première puissance mondiale n'est pas fondamentalement différente de la situation qui a prévalu jusqu'à présent : poursuite des affrontements entre puissances de premier ou second plan, continuation de la barbarie guerrière avec des conséquences toujours plus tragiques (famines, épidémies, déplacements massifs) pour les populations habitant dans les zones en dispute."

Enfin, pour ce qui concerne la perspective de la lutte de classe, la résolution, tout comme les débats au congrès, essaie d'évaluer l'impact sur celle-ci de l'aggravation brutale de la crise capitaliste :

"L'aggravation considérable que connaît actuellement la crise du capitalisme constitue évidemment un élément de premier ordre dans le développement des luttes ouvrières. (…) *Ainsi les conditions mûrissent pour que l'idée de la nécessité de renverser ce système puisse se développer de façon significative au sein du prolétariat. Cependant, il ne suffit pas à la classe ouvrière de percevoir que le système capitaliste est dans une impasse, qu'il devrait céder la place à une autre société, pour qu'elle soit en mesure de se tourner vers une perspective révolutionnaire. Il faut encore qu'elle ait la conviction qu'une telle perspective est possible et aussi qu'elle a la force de la réaliser.* (…) *Pour que la conscience de la possibilité de la révolution communiste puisse gagner un terrain significatif au sein de la classe ouvrière, il est nécessaire que celle-ci puisse prendre confiance en ses propres forces et cela passe par le développement de ses luttes massives. L'énorme attaque qu'elle subit dès à présent à l'échelle internationale devrait constituer la base objective pour de telles luttes."*

Concernant les discussions sur les activités et la vie du CCI, le congrès a tiré un bilan positif de celles-ci pour la précédente période même s'il subsiste des faiblesses à surmonter :

"Le bilan des activités des deux dernières années montre la vitalité politique du CCI, sa capacité à être en phase avec la situation historique, à s'ouvrir, à être facteur actif dans le développement de la conscience de classe, sa volonté de s'investir dans des initiatives de travail commun avec d'autres forces révolutionnaires. (…) *Sur le plan de la vie interne de l'organisation, le bilan des activités est également positif, malgré des difficultés réelles subsistant au premier chef au niveau du tissu organisationnel et, dans une moindre mesure, sur le plan de la centralisation"* (Résolution sur les activités du CCI).

C'est d'ailleurs en vue de surmonter ces difficultés que le congrès avait également mis à son ordre du jour la discussion d'un texte plus général concernant la question de la centralisation. Cette discussion, si elle a été utile pour réaffirmer et préciser les conceptions communistes sur cette question auprès de la "vieille garde" de notre organisation, s'est révélée particulièrement importante pour les nouveaux camarades et les nouvelles sections qui ont récemment intégré le CCI.

En effet, un des traits significatifs du XVIIIe congrès du CCI était la présence, que tous les "anciens" ont constatée avec une certaine surprise, d'un nombre élevé de "nouvelles têtes" parmi lesquelles la jeune génération était particulièrement représentée.

L'enthousiasme pour le futur

Cette présence importante de jeunes participants au congrès a été un facteur important du dynamisme et de l'enthousiasme qui a imprégné ses travaux. Contrairement aux médias bourgeois, le CCI ne cultive pas le "jeunisme" mais l'arrivée d'une nouvelle génération de militants au sein de notre organisation est de la plus haute importance pour la perspective de la révolution prolétarienne. D'une part, comme pour les icebergs, elle constitue la "pointe émergée" d'un processus de prise de conscience en profondeur au sein de la classe ouvrière mondiale. D'autre part, elle crée les conditions d'une relève des forces communistes. Même si les "vieux" militants du CCI conservent toute leur conviction et leur engagement, c'est à cette nouvelle génération qu'il appartiendra d'apporter une contribution décisive aux futurs combats révolutionnaires du prolétariat.

CCI (5 juillet)

1) Une version plus détaillée de cet article paraîtra dans la *Revue internationale* nº 138 et sur notre site Internet.

2) Voir "Salut aux nouvelles sections du CCI aux Philippines et en Turquie !" (*Révolution internationale* nº 399 et http ://fr.internationalism.org/icconline/2009/philippines-turquie).

3) A propos de cette rencontre, voir notre article "Une rencontre de communistes internationalistes en Amérique latine" dans *Révolution internationale* nº 402 et sur http ://fr.internationalism.org/icconline/2009/une_rencontre_de_communistes_internationalistes_en_amerique_latine.html.

4) Comme nous l'avons déjà illustré dans les différents articles que nous avons publiés récemment sur Darwin et le darwinisme.

5) Le lecteur qui voudrait se faire une idée de ces réflexions peut se reporter au site de J-L Dessalles : http ://perso.telecom-paristech.fr/~jld/

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale

1 an (11 numéros)	6 mois (6 n^os^)
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 20,5 €	10 €
PAR AVION DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple
Revue internationale

1 an (4 numéros)	6 mois (2 n^os^)
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 17 €	8,5 €
PAR AVION DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI – CCP 523544Y - Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

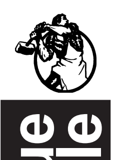
SOUSCRIPTIONS

Juin
Lille – *Diffusion fac :* X, 0,40 – *RP :* M. Flo, 13,70
Lyon – *Réunion de contact :* Jacques, 30 ; Axel, 15 ; Emma, 20 ; Leila, 20 ; Mireille, 40 ; Nada, 20
Paris – *Permanence :* JL, 10 ; Niobe, 10 ; Elodie, 10
Total : 189,1 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org*.

VIENT DE PARAÎTRE



Revue Internationale 138

Le mythe de la "Green Economy"

Darwinisme et marxisme (II) (Anton Pannekoek)

XVIIIe congrès du CCI
Vers le regroupement des révolutionnaires
Résolution sur la situation internationale

Débat interne au CCI (IV)
Les causes de la période de prospérité consécutive à la Seconde Guerre mondiale

La Revue internationale *est également distribuée par les NMPP, trouvez les points de vente sur www.trouvezlapresse.com.*

RÉUNIONS PUBLIQUES

Le thème de la réunion sera précisé prochainement sur notre site internet

LYON
le samedi 12 septembre
à 17 heures – CCO
39, rue G.-Courteline

NANTES
le **samedi 12 septembre**
à 16 heures – 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet)

MARSEILLE
le **samedi 19 septembre** à 17 heures
Association Milles-bâbords
61, rue Consolât – Métro Réformé

TOURS
le **samedi 19 septembre**
à 15 heures
9, place de la Tranchée

TOULOUSE
le **samedi 19 septembre**
à 15 heures – restaurant On'Nador,
5, rue de l'Université-du-Mirail,
métro Mirail-Université

PARIS
le **samedi 19 septembre**
de 15 h à 18 h,
CICP, 21 ter rue Voltaire
métro Rue-des-Boulets (11e)

PERMANENCES • VENTE DE LA PRESSE

LILLE
PERMANENCE
le **samedi 11 juillet** à 14 h 30,
MRES,
23, rue Gosselet.

LYON
VENTE DE LA PRESSE
le jeudi 10 septembre
de 17 h à 18 h. Gare de la Part-Dieu (coté Métro)

MARSEILLE
VENTE DE LA PRESSE
le samedi 19 septembre
de 11 h 30 à 12 h 30
Marché de la Plaine
Place Jean-Jaurès. Face aux rue Ray et St-Michel

TOULOUSE
PERMANENCE
le **vendredi 21 août**
à 18 h 30
restaurant On'Nador,
5, rue de l'Univ.-du-Mirail,
métro Mirail-Université.

VENTE DE LA PRESSE
les **dimanches 19 juillet, 23 août et 13 septembre**
de 11 h à 12 h
au marché aux Puces (St-Sernin)

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción proletaria
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 – ESPAGNE

Internationalisme
BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215 – USA

Internacionalismo
Changement d'adresse postale ;
voir ci-contre.

Internationell Revolution
IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale
CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie
P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution
BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution
AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale en Grande-Bretagne

Weltrevolution
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución mundial
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

Communist Internationalist
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en Euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)
La décadence du capitalisme (2,5 + 2,11 / 4)
Les syndicats contre la classe ouvrière (2,5 + 2,11 / 4)
Nation ou classe (3 + 2,11 / 4)
Le trotskisme contre la classe ouvrière (4,5 + 2,11 / 4)
Organisation communiste et conscience de classe (4 + 2,11 / 4)
Guerre du Golfe (2,5 + 2,11 / 4)
L'Etat dans la période de transition (3 + 2,11 / 4)
La Gauche communiste d'Italie (8 + 3,77 / 6)
La Gauche hollandaise (12 + 3,77 / 6)
La Gauche communiste de France (4 + 2,11 / 4)
L'effondrement du stalinisme (3 + 2,11 / 4)
La Révolution russe (2,5 + 2,11 / 4)
Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988 (2 + 2,11 / 4)
Luttes dans la fonction publique de décembre 95 Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (2 + 2,11 / 4)
Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (4,5 + 2,11 / 4)
Comment le PCF est passé au service du capital (3 + 2,11 / 4)
La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (3 + 2,11 / 4)
Octobre 17 (3 + 2,11 / 4)
Le communisme n'est pas un bel idéal... ... mais une nécessité matérielle ... il est à l'ordre du jour de l'histoire (3 + 2,11 / 4)
Les élections : un piège pour la classe ouvrière (2 + 2,11 / 4)

À paraître cet été sur notre site Internet

- *A propos d'un article de la CNT-AIT*
  Que signifie la crise économique du capitalisme ?
- *Vigo (Espagne)*
  Les méthodes syndicales mènent tout droit à la défaite
- *Manifestations de lycéens et d'étudiants en Allemagne*
  "Nous, nous manifestons, parce qu'on nous pique notre avenir !"
- *Commémoration du Débarquement*
  Derrière les discours de paix, la barbarie capitaliste
- *Lutte dans les chantiers navals de Sestao (Pays basque espagnol)*
  L'accusation de racisme, une calomnie contre les ouvriers
- *Israël*
  Derrière les discours de paix d'Obama, une stratégie impérialiste

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P. • Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020 • Directeur de la publication : D. Van Celst. • N^o^ de Commission paritaire : 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

RÉSOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE DU XVIII[E] CONGRÈS DU CCI (1[re] partie)

La crise insoluble du capitalisme

Nous publions ci-dessous la première partie de la résolution sur la situation internationale adoptée lors du XVIII[e] congrès du CCI qui s'est tenu récemment [(1)].

Cette partie est consacrée à l'analyse de la crise économique actuelle [(2)]. Comme nous l'écrivons au sein de cette résolution, cette crise "est la plus grave qu'ait connue [le capitalisme] depuis la grande dépression qui a débuté en 1929". A l'échelle de la planète, les licenciements se comptent par millions. Le chômage et la misère explosent. La bourgeoisie et ses médias aux ordres nous promettent qu'il ne s'agit là que d'un mauvais moment à passer, qu'il faut aujourd'hui se résigner à des sacrifices "pour sortir de la crise" et renouer demain avec la croissance et la prospérité. Mensonges ! La bourrasque économique actuelle ne fait qu'annoncer des tempêtes à venir encore plus violentes ; elle signe la faillite historique de ce système d'exploitation. Voici ce qu'expose la résolution ci-dessous.

1 Le 6 mars 1991, suite à l'effondrement du bloc de l'Est et de la victoire de la coalition en Irak, le président George Bush père annonçait devant le Congrès des États-Unis la naissance d'un "Nouvel ordre mondial" basé sur le "respect du droit international".

Ce nouvel ordre devait apporter à la planète paix et prospérité. La "fin du communisme" signifiait le "triomphe définitif du capitalisme libéral". Certains, tel le "philosophe" Francis Fukuyama, prédisaient même la "fin de l'histoire". Mais l'histoire, la vraie et non celle des discours de propagande, s'est dépêchée de ridiculiser ces boniments de charlatan. En fait de paix, l'année 1991 allait connaître le début de la guerre dans l'ex Yougoslavie provoquant des centaines de milliers de morts au cœur même de l'Europe, un continent qui avait été épargné par ce fléau depuis presque un demi-siècle. De même, la récession de 1993, puis l'effondrement des "tigres" et des "dragons" asiatiques de 1997, puis la nouvelle récession de 2002 qui mit fin à l'euphorie provoquée par la "bulle Internet" ont égratigné sensiblement les illusions sur la "prospérité" annoncée par Bush senior. Mais, le propre des discours de la classe dominante aujourd'hui est d'oublier les discours de la veille. Entre 2003 et 2007, la tonalité des discours officiels des secteurs dominants de la bourgeoisie a été à l'euphorie, célébrant le succès du "modèle anglo-saxon" qui permettait des profits exemplaires, des taux de croissance vigoureux du PIB et même une baisse significative du chômage. Il n'existait pas de mots assez élogieux pour célébrer le triomphe de "l'économie libérale" et les bienfaits de la "dérégulation". Mais depuis l'été 2007 et surtout l'été 2008, ce bel optimisme a fondu comme neige au soleil. Désormais, au centre des discours bourgeois, les mots "prospérité", "croissance", "triomphe du libéralisme" se sont éclipsés discrètement. A la table du grand banquet de l'économie capitaliste s'est installé un convive qu'on croyait avoir expulsé pour toujours : la crise, le spectre d'une "nouvelle grande dépression" semblable à celle des années 30.

2 Aux dires même de tous les responsables bourgeois, de tous les "spécialistes" de l'économie, y compris des thuriféraires les plus inconditionnels du capitalisme, la crise actuelle est la plus grave qu'ait connue ce système depuis la grande dépression qui a débuté en 1929. D'après l'OCDE : "*L'économie mondiale est en proie à sa récession la plus profonde et la plus synchronisée depuis des décennies*" (rapport intermédiaire de mars 2009). Certains même n'hésitent pas à considérer qu'elle est encore plus grave et que la raison pour laquelle ses effets ne sont pas aussi catastrophiques que lors des années 30 consiste dans le fait que, depuis cette époque, les dirigeants du monde, forts de leur expérience, ont appris à faire face à ce genre de situation, notamment en évitant un chacun pour soi généralisé : "*Bien qu'on ait parfois qualifié cette sévère récession mondiale de "grande récession", on reste loin d'une nouvelle "grande dépression" comme celle des années 30, grâce à la qualité et à l'intensité des mesures que les gouvernements prennent actuellement. La "grande dépression" avait été aggravée par de terribles erreurs de politique économique, depuis les mesures monétaires restrictives jusqu'à la politique du "chacun pour soi", prenant la forme de protections commerciales et de dévaluations compétitives. En revanche, l'actuelle récession a généralement suscité les bonnes réponses*" (*Idem*).

Cependant, même si tous les secteurs de la bourgeoisie constatent la gravité des convulsions actuelles de l'économie capitaliste, les explications qu'ils donnent, bien que souvent divergentes entre elles, sont évidemment incapables de saisir la véritable signification de ces convulsions et la perspective qu'elles annoncent pour l'ensemble de la société. Pour certains, la responsabilité des difficultés aiguës du capitalisme est la "finance folle", le fait que se soient développée depuis le début des années 2000 toute une série de "produits financiers toxiques" permettant une explosion des crédits sans garantie suffisante de leur remboursement. D'autres affirment que le capitalisme souffre d'un excès de "dérégulation" à l'échelle internationale, orientation qui se trouvait au cœur des "reaganomics" mises en œuvre depuis le début des années 1980. D'autres enfin, les représentants de la gauche du capital en particulier, considèrent que la cause profonde réside dans une insuffisance des revenus des salariés, obligeant ces derniers, notamment dans les pays les plus développés, à une fuite en avant dans des emprunts pour être en mesure de satisfaire leurs besoins élémentaires. Mais quelles que soient leurs différences, ce qui caractérise toutes ces interprétations, c'est qu'elles considèrent que ce n'est pas le capitalisme, comme mode de production, qui est en cause mais telle ou telle forme de ce système. Et justement, c'est bien ce postulat de départ qui empêche toutes ces interprétations d'aller au fond de la compréhension des causes véritables de la crise actuelle et de ses enjeux.

3 En fait, seule une vision globale et historique du mode de production capitaliste permet de comprendre, de prendre la mesure et de dégager les perspectives de la crise actuelle. Aujourd'hui, et c'est ce qui est occulté par l'ensemble des "spécialistes" de l'économie, se révèle ouvertement la réalité des contradictions qui assaillent le capitalisme : la crise de surproduction de ce système, son incapacité à vendre la masse des marchandises qu'il produit. Il n'y a pas surproduction par rapport aux besoins réels de l'humanité, lesquels sont encore très loin d'être satisfaits, mais surproduction par rapport aux marchés solvables, en moyens de paiement pour cette production. Les discours officiels, de même que les mesures qui sont adoptées par la plupart des gouvernements, se focalisent sur la crise financière, sur la faillite des banques, mais en réalité, ce que les commentateurs appellent "l'économie réelle" (par opposition à "l'économie fictive") est en train d'illustrer ce fait : pas un jour ne se passe sans qu'on n'annonce des fermetures d'usines, des licenciements massifs, des faillites d'entreprises industrielles. Le fait que General Motors, qui pendant des décennies fut la première entreprise du monde, ne doive sa survie qu'à un soutien massif de l'État américain, alors que Chrysler est officiellement déclarée en faillite et est passée sous le contrôle de la FIAT italienne, est significatif des problèmes de fond qui affectent l'économie capitaliste. De même, la chute du commerce mondial, la première depuis la seconde guerre mondiale et qui est évaluée par l'OCDE à – 13.2 % pour 2009, signe l'incapacité pour les entreprises de trouver des acheteurs pour leur production.

Cette crise de surproduction, évidente aujourd'hui, n'est pas une simple conséquence de la crise financière comme essaient de le faire croire la plupart des "spécialistes". C'est dans les rouages mêmes de l'économie capitaliste qu'elle réside comme l'a mis en évidence le marxisme depuis un siècle et demi. Tant que se poursuivait la conquête du monde par les métropoles capitalistes, les nouveaux marchés permettaient de surmonter les crises momentanées de surproduction. Avec la fin de cette conquête, au début du XX[e] siècle, ces métropoles, et particulièrement celle qui était arrivée en retard dans le concert de la colonisation, l'Allemagne, n'ont eu d'autre recours que de s'attaquer aux zones d'influence des autres provoquant la Première Guerre mondiale avant même que ne s'exprime pleinement la crise de surproduction. Celle-ci, en revanche, s'est manifestée clairement avec le krach de 1929 et la grande dépression des années 1930 poussant les principaux pays capitalistes dans la fuite en avant guerrière et dans une seconde guerre mondiale qui a dépassé de très loin la première en termes de massacres et de barbarie. L'ensemble des dispositions adoptées par les grandes puissances au lendemain de celle-ci, notamment l'organisation sous la tutelle américaine des grandes composantes de l'économie capitaliste comme celle de la monnaie (Bretton Woods) et la mise en place par les États de politiques néokeynésiennes, de même que les retombées positives de la décolonisation en termes de marchés ont permis pendant près de trois décennies au capitalisme mondial de donner l'illusion qu'il avait enfin surmonté ses contradictions. Mais cette illusion a subi un coup majeur en

(suite page 5)

1) Lire le compte-rendu de ce congrès international en page 6 de ce journal.

2) Nous publierons dans les deux prochains numéros de *Révolution internationale* la deuxième puis la troisième partie de cette résolution traitant respectivement de la situation impérialiste et de la lutte de classe. Les lecteurs intéressés pourront aussi trouver le texte intégral de cette résolution dans la prochaine *Revue internationale*, à paraître au troisième trimestre 2009, ou dès à présent sur notre site Internet (internationalism.org).

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX[e] siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-" communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III[e] Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.